



cyberpresse.ca

LA PRESSE

ENTREVUE
LUCIEN BOUCHARD
SUR LE GAZ DE SCHISTE

« Le risque zéro, ça n'existe pas »

L'ambassadeur de la controversée industrie se voit comme un médiateur. **YVES BOISVERT** PAGES A2 ET A3

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

LEAFS 5 CANADIEN 4
INQUIÉTANT

Le Tricolore subit sa septième défaite en neuf matchs. Et le huitième rang n'est pas très loin...

SPORTS PAGES 1 À 3

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

LIBYE RAPATRIEMENT DES CANADIENS

OTTAWA CAFOUILLE

MALORIE BEACHEMIN ET AGNÈS GRUDA PAGES A16 ET A17

Hésitation. Confusion. Manque de communication. Le Canada a mis du temps à tenter de sortir ses citoyens de Tripoli, alors que des alliés ont compris très tôt l'urgence de la situation.

SAUVE-QUI-PEUT

ISABELLE HACHEY À LA FRONTIÈRE LIBYENNE
PAGE A18



Dès mardi, des Français ont pu évacuer la capitale libyenne grâce à un vol nolisé par leur gouvernement.

PHOTO FOURNIE PAR L'ÉTABLISSEMENT DE COMMUNICATION ET DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE DE LA DÉFENSE (ECPAD)

DISCOVERY
ADIEU LES ÉTOILES

Après 230 millions de kilomètres et 350 jours en orbite, la plus vieille navette spatiale en service retourne pour la dernière fois dans l'espace.

PAGE A5

PHOTO STAN HONDA, AFP



Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Il y a maintenant un mouvement politique de plus au Québec : la Coalition pour l'avenir de François Legault.

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

RENDEMENT DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT

+14%

La Caisse de dépôt affiche un des meilleurs rendements de l'industrie du placement pour 2010, première année signée par l'administration de **Michael Sabia**.

HÉLÈNE BARIL
LA PRESSE AFFAIRES PAGES 1 À 3

PHOTO IVANOË DEMERS, LA PRESSE

Un ennui splendide
SOPHIE COUSINEAU PAGE 1

Michael comme Henri-Paul
MICHEL GIRARD PAGE 3

PSYCHOLOGIE

SE MOTIVER POUR SE FAIRE DU BIEN

VIVRE PAGE 5

CONGÉ SCOLAIRE

RELÂCHE RELAXE?

L'important, c'est d'avoir un plan de match. Témoignages.

SILVIA GALIPEAU
VIVRE PAGES 1 À 3

RBC Banque Royale®

année après année

RBC Banque en direct+ — en tête de liste* au pays.

Pour des services bancaires encore plus pratiques.

rbcbanquedirect.com

Une banque de conseils pour vous guider.™

* Marques déposées de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. ** Marques de commerce de la Banque Royale du Canada. * RBC Banque en direct est offert par la Banque Royale du Canada. * Selon le sondage annuel de Forrester Research, Inc. intitulé « 2010 Canadian Bank Secure Web Site Rankings » et celui de Survivor intitulé « 2010 Online Banking scoreCard ».

LUCIEN BOUCHARD EN ENTREVUE À LA PRESSE

« Une société à risque zéro, ça n'existe pas ; il faut une médiation du risque et un risque qui soit acceptable. »

« Il faut qu'il y ait un changement d'attitude, et je pense que les gens de l'industrie savent qu'ils ne peuvent plus agir comme ça. »

CONVAINCRE LA

Pour le nouveau président de l'Association pétrolière et gazière du Québec,

Lucien Bouchard ne se lance pas en politique, mais il plonge dans un des dossiers les plus politiquement explosifs du moment : le gaz de schiste. Il est devenu lundi le président de l'Association pétrolière et gazière du Québec. Il se présente non pas comme le porte-parole de cette industrie mal-aimée, mais plutôt comme un conciliateur des intérêts privés et de l'intérêt public. L'exploitation ne peut pas se faire contre la volonté populaire, dit-il. Il a expliqué hier après-midi à nos journalistes Yves Boisvert et François Cardinal pourquoi il y croit.



YVES BOISVERT

Lucien Bouchard entre sur la pointe des pieds dans le magasin de porcelaine du gaz de schiste. L'éléphant André Caillé vient d'en sortir. Il y a des pots cassés et des éclats jonchent le sol.

Le ton est calme et conciliant. L'heure n'est plus à l'arrogance, mais à la médiation. Il reconnaît les gaffes de l'industrie. Il admet que le régime de redevances du Québec, risible comparativement à celui de plusieurs provinces et États, doit être revu à l'avantage du Québec. Il propose une phase de « probation » et de ralentissement pour 2011.

Mais au bout du compte, il est profondément convaincu que le Québec doit profiter de son gaz et de son pétrole.

L'avocat de Talisman

L'automne dernier, Talisman, géant pétrolier et gazier de Calgary, lui a demandé de le représenter. C'est à titre d'avocat de Talisman, de loin le plus important acteur au Québec, qu'il siège à l'Association pétrolière et gazière du Québec, qui regroupe 12 sociétés impliquées dans le domaine. Il est donc avocat de Talisman avant d'être président de l'association.

Jusqu'ici, de 150 à 200 millions ont été investis au Québec depuis 2008 pour l'exploration, mais aucune exploitation n'est prévue avant 2015.

Pourquoi avoir accepté ce mandat ? « Parce que c'est un beau mandat, compliqué, dit-il. Moi, il ne faut pas que je m'ennuie, dans la vie. C'est l'avantage de la profession juridique : on plonge dans toutes sortes d'univers, on rencontre toutes sortes de gens.

« Ce qui m'intéresse, c'est l'élément d'intérêt public considérable qui est escamoté pour le moment. Le Québec a un énorme intérêt à développer ce potentiel-là, mais il faut concilier l'intérêt privé et l'intérêt public et ce n'est pas facile. Je ne fais pas ça pour embêter le PQ ou pour aider le gouvernement. Je me tiens loin de la politique partisane.

« Je ne suis pas seulement le porte-parole de l'industrie, mon rôle, c'est aussi de leur expliquer des choses à eux. Je leur dis que ça ne peut pas aller aussi vite qu'ils le voudraient. Ça ne peut pas se faire dans la précipitation. Il faut convaincre la population. »

N'est-ce pas là justement son rôle : rendre politiquement acceptable une industrie à laquelle s'oppose massivement l'opinion publique ?

« Il y a plusieurs sortes de contre. Il y a ceux qui sont contre, contre, contre. Ceux-là n'accepteront jamais. Si, pour des raisons idéologiques, on décide au Québec qu'il ne faut pas développer les ressources naturelles, moi je ne suis plus là. Si j'ai accepté, c'est que je suis persuadé qu'on peut développer ces ressources correctement.

« Je pense que la large majorité de la population est ouverte et veut comprendre, elle veut être rassurée qu'il y aura un enrichissement collectif là-dedans, que ça va se faire dans le respect de l'environnement et des communautés, tout ce qu'on sait qui doit se faire au Québec et qui n'a pas été fait. »

Il reconnaît toutefois que le régime de redevances québécois n'est plus défendable.

« Si j'étais premier ministre du Québec, jamais je n'accepterais de recevoir moins qu'aillleurs. Alors, ajustons notre affaire. Mais il faut demeurer compétitif. Personne n'exploite le gaz de schiste en Alberta à cause des règles, ils sont tous allés en Colombie-Britannique.

— Plusieurs contestent les retombées promises par l'industrie.

— On peut discuter du nombre d'emplois, mais si l'exploitation commence en 2015, on parle d'investissements de 10 milliards. C'est clair qu'il va y avoir des retombées, et il doit y en avoir. On peut développer une expertise et une industrie, des métiers, des manufactu-

res. Les compagnies de gaz ne demandent pas mieux que de s'approvisionner ici. Quand on a construit les premiers grands barrages hydroélectriques, on a fait venir des ingénieurs américains, et on leur a adjoint des ingénieurs québécois. Il y a eu un transfert technologique qui nous sert encore. »

Devant l'état d'inquiétude générale, n'y a-t-il pas lieu de décréter un moratoire ?

« Non. D'abord, ça émet un parfum de refus. Et ça s'éternise. Et quand il faut le lever, ça donne lieu à un débat politique épouvantable.

« La fracturation hydraulique, ça existe depuis les années 40 (pas pour le gaz toutefois) et ça n'a donné lieu qu'à très peu d'incidents. Il n'y a jamais de société avec un risque zéro. Il faut une médiation du risque, il faut qu'il soit acceptable.

« Au lieu d'un moratoire, il faut une période de probation. Il faut que l'industrie accepte que la phase d'exploration se déroule à un rythme expérimental. Il faut limiter les programmes des entreprises, qu'il y ait le moins de nouveaux puits possibles en 2011. »

Cette probation servira à vérifier si le potentiel commercial est bien réel en fonction des coûts, vu les formations géologiques particulières. Et deuxièmement, à instaurer « les pratiques environnementales exemplaires ».

« Les gens de l'industrie savent qu'ils ne peuvent plus agir comme ils l'ont fait. Mais pendant un moratoire, on va continuer à acheter pour 2 milliards

de gaz d'Alberta en restant debout sur une richesse immense. » Si c'est ce que recommande le BAPE, alors « nos petits-enfants s'en reparleront » ...

Cela dit, Lucien Bouchard veut mettre les choses en perspective. Dans un seul gisement au Texas on compte 18 000 puits. « Il s'en est fait 11 l'an dernier au Québec, 30 depuis 2008. On peut peut-être en faire quelques-uns de plus sans s'énerver ? »

Il est contre un droit de veto pour les maires, ce qui rendrait le développement ingérable selon lui. Référendum ? Encore moins. « Je n'irai pas plaider un référendum par municipalité ! Je serais encore pour le oui, remarquez... »

Mais il faut trouver le moyen de compenser les communautés, concède-t-il. Il affirme que l'industrie, y compris sa cliente, sera prête à divulguer le nom et la quantité des produits chimiques utilisés pour fractionner la roche. « Il faut être transparent. »

Old Harry
Lucien Bouchard s'intéresse évidemment au pétrole du gisement Old Harry, dans le golfe du Saint-Laurent, à cheval entre Terre-Neuve et le Québec. La société Corridor entend commencer à le pomper en 2013... via Terre-Neuve.

« Ils passent par Terre-Neuve, mais c'est une seule nappe. S'ils le pompent, le Québec n'ira pas en chercher ? On a tellement de gros défis collectifs, il faut faire preuve de l'imagination et de la détermination dont a fait preuve la génération qui nous a précédés. Ça bougeait, dans ce temps-là !

— Ça ne bouge plus ?

— Ça pourrait bouger plus...

« On dépense pour 13 milliards en pétrole chaque année au Québec. On le

fait venir à grands frais. On en aurait ici et on laisserait faire ? Quand on aura sorti pour 13 milliards de pétrole, on arrêtera si on veut ! On se fera un petit moratoire... »

Pour lui, l'exploitation des richesses naturelles est une clé du développement économique du Québec.

« Il y a encore des gens qui s'imaginent qu'il y a tellement de gras à couper pour équilibrer les finances publiques. J'ai été premier ministre pendant cinq ans et je l'ai traqué, le gras. Laissez-moi vous dire qu'il n'y en a pas beaucoup. On ne bâtit pas des Colisée avec de l'argent qu'on dépense en moins.

« Nos universités sont sous-financées. Nos systèmes de santé et d'éducation ont des problèmes majeurs. On ne peut pas faire avancer une société comme ça. Avec des nouveaux revenus, ça change les débats. »

On suggère à M. Bouchard qu'il traîne l'image d'un personnage plutôt sévère, pessimiste. Il corrige : il est « alarmiste, mais pas pessimiste ». Il parle de ses enfants, des jeunes en général, il trouve qu'ils sont pleins d'ambitions et d'ouverture.

Identité énergétique
Il reconnaît que le pétrole et le gaz sont une sorte de choc culturel énergétique pour les Québécois.

« On s'est presque identifiés à Hydro-Québec. La légende de René Lévesque est associée à ça. Il faut une autre approche pour les ressources non renouvelables. La Norvège a créé un fonds pour les générations futures. L'Alberta aussi. Il faut une meilleure répartition des profits. Pourquoi pas un partenariat avec l'État, en plus des redevances ? »

Le public et le privé
À Amir Khadir, Pierre Curzi et d'autres, qui lui reprochent d'associer son prestige d'ancien premier ministre à une industrie honnie, il répond qu'il n'a pas de leçons à recevoir.

« J'ai été avocat et j'ai plaidé pendant 22 ans avant d'ouvrir une parenthèse publique, où j'ai consacré toutes mes énergies. J'ai toujours continué à payer mes cotisations au barreau. J'ai quitté la politique et je suis redevenu avocat. Est-ce que quelqu'un va m'empêcher de pratiquer ? Dans un éditorial, on disait que je suis l'avocat le mieux payé à Montréal. Je suis loin d'être convaincu que c'est vrai, mais est-ce que je devrais en mourir ? J'espère, oui, que j'ai une crédibilité, j'y ai travaillé très fort. Je me sens très à l'aise. Mais si ce dossier-là réussit, ce sera parce qu'on aura protégé l'intérêt public. »

La richesse du Québec
Derrière le débat sur le gaz de schiste « se profile tout le débat sur le développement des ressources au Québec », dit-il. Et sur le développement tout court.

« Pensez à ce qu'a fait le pétrole pour Terre-Neuve, une province autrefois indigente qui paie maintenant pour la péréquation ! »

Il ajoute, avec une pointe d'ironie : « Si on brise le mur du refus du gaz et du pétrole, peut-être qu'on deviendra aussi riches que Terre-Neuve ! »

POUR UNE COMMISSION D'ENQUÊTE

En entrevue à RDI, hier, Lucien Bouchard s'est déclaré en faveur d'une commission d'enquête sur l'industrie de la construction. Ancien procureur de la commission Cliche sur cette même industrie il y a 37 ans, M. Bouchard dit qu'il a d'abord été d'accord avec le gouvernement Charest. « Il y a une parade de gens qui deviennent coupables dès lors qu'ils sont vus à la télévision en train de témoigner à une commission d'enquête. » Toutefois, il croit maintenant qu'il en faudrait une parce le gouvernement paie un prix énorme pour ne pas la faire. « Moi, si j'étais au gouvernement, je la ferais. La commission d'enquête » dans le but d'assainir le climat politique et les perceptions.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 12
Astrologie du jour	AFFAIRES 11
Bourses	AFFAIRES 8 et 9
Décès	AFFAIRES 11
Forum	A 20 et 21
Horaire télévision	ARTS 10
Loteries	A 12
Monde	A 16 à 19
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 10
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Nuageux avec quelques flocons, maximum -3, minimum -13. AFFAIRES 10

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?
commentaires@lapresse.ca

LUCIEN BOUCHARD EN ENTREVUE À LA PRESSE

« On consomme pour 2 milliards de gaz d'Alberta et 13 milliards de pétrole ; quand on aura sorti (de Old Harry) pour 13 milliards de pétrole, on se fera un petit moratoire. »

« L'intérêt des entreprises doit être subordonné à l'intérêt public, sinon, il n'y aura pas d'exploitation du gaz. »

POPULATION

l'exploitation du gaz de schiste ne peut se faire contre la volonté populaire



PHOTOS ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Lucien Bouchard prône un changement d'attitude dans le dossier du gaz de schiste. Un changement qui, selon lui, doit se produire autant au sein de l'industrie que de la population.

Le grand vide politique

YVES BOISVERT

Il a beau ne pas avoir signé son manifeste, Lucien Bouchard trouve néanmoins que François Legault a « mille fois raison » quand il dit que l'éducation doit être la priorité numéro un au Québec.

Que pense-t-il de son manifeste ?

« Ce qui me frappe, c'est qu'avec ce programme assez mince, où il ne dit pas grand-chose qu'on ne sache pas déjà, et où le comment n'est pas tellement présent, avec un document squelettique au fond, il y a déjà 30 % d'appui dans la population !

« Ça s'explique par le vide politique. Et le vide politique, ce n'est pas François Legault qui l'a créé, c'est les deux autres partis. Ils ont peur de la réaction chaque fois qu'il faut demander un effort.

« Regardez comment les libéraux ont retraité après le dernier budget. Le PQ, lui, s'approche du pouvoir et ne veut surtout pas déplaire.

« Mais les gens ne sont pas fous, ils voient bien ce qui se

ont toujours légué plus aux générations qui les ont suivis. Il faut remotiver les gens avec un projet qui soit porteur, et pour moi, l'éducation, c'en est un. Il faut recommencer à être fiers.

« Moi, je ne peux pas y aller à moitié, dit-il.

— Ne me dites pas que vous ne pensez jamais à un retour en politique...

— J'y pense souvent ! Mais je refais l'évaluation et je

ont 19 et 21 ans et j'adore vivre avec eux. Deux générations me séparent d'eux, mais grâce à eux, je suis en contact avec leurs amis, avec les parents de leurs amis.

« En politique, j'ai passé 16 ans au monastère. Mon tempérament n'était pas particulièrement jovial, mais j'ai assumé. La vie familiale et personnelle en prend un coup. C'est un dur métier. Et je ne sais pas si j'aurais encore la patience... En même temps, quand on s'absente un temps de la politique, quand on prend du recul, on acquiert de la perspective, les passions sont assagies, on referait les choses un peu autrement... Regardez Robert Bourassa, il était bien meilleur à son retour (en 1985). »

C'est un non à la politique très rationnel, on le voit. Le cœur dirait oui, c'est évident.

« Nos finances publiques attachées avec de la broche à foin, les jeunes qui décrochent de l'école, les autres qui se demandent ce qui va leur arriver, avec la dette immense qu'on leur lègue, avec de moins en moins de gens pour la payer... Je ne peux pas comprendre qu'on laisse aller ça. » — Lucien Bouchard

« passe. Nos finances publiques attachées avec de la broche à foin, les jeunes qui décrochent de l'école, les autres qui se demandent ce qui va leur arriver, avec la dette immense qu'on leur lègue, avec de moins en moins de gens pour la payer... Je ne peux pas comprendre qu'on laisse aller ça. Les Québécois

« Comprenez-moi, je suis en empathie avec les politiciens, ils travaillent tout le temps, ils ont des nuits sans sommeil, ils se font attaquer pour chaque décision et ce qu'ils font n'est absolument pas valorisé. Il faut revaloriser le projet politique. »

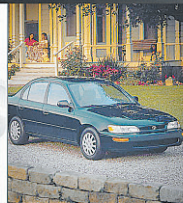
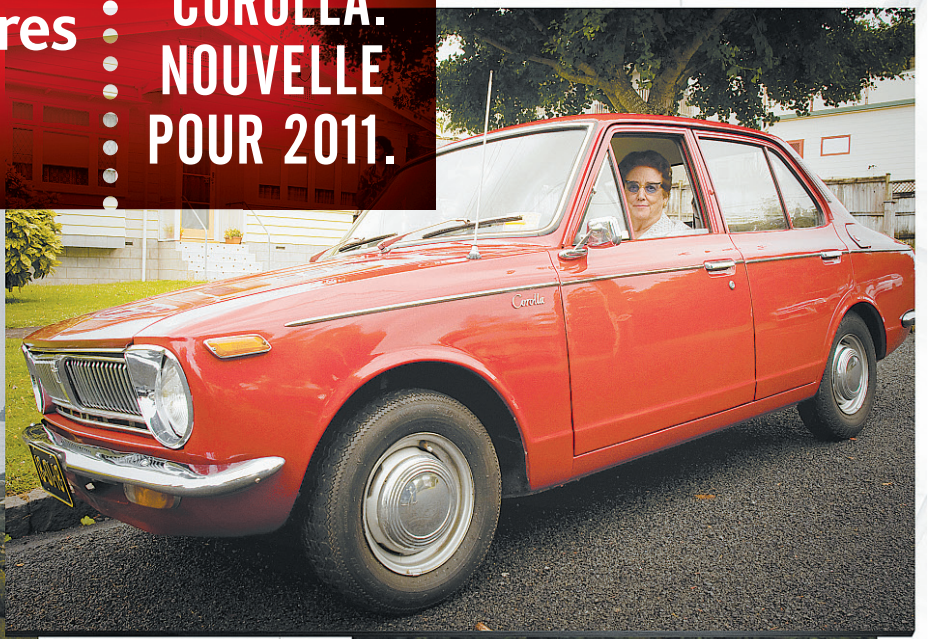
Fort bien, alors pourquoi ne le voit-on pas à bord du train Legault ?

me retrouve avec les mêmes paramètres, et la conclusion est toujours la même. »

« Ça va faire 10 ans en avril que j'ai quitté la politique et quand je suis parti, j'ai parlé des raisons familiales. Je sais qu'on ne croit pas les politiciens quand ils disent ça, mais pour moi, c'était un élément très important. Mes enfants

Plus de 80 % des Corolla vendues au Canada au cours des 20 dernières années roulent toujours.*

LA TOYOTA COROLLA. NOUVELLE POUR 2011.



La Corolla 2011, à partir de **15 450\$⁺** PDSF

Modèle Corolla XRS montré

La nouvelle Corolla 2011.

Depuis son lancement au Canada en 1968, la Toyota Corolla a été vendue à plus d'un million d'exemplaires à travers le pays. Et cette voiture demeure un parfait exemple de la qualité et de la fiabilité Toyota. La nouvelle Corolla 2011 est la meilleure que nous ayons jamais conçue.

La nouvelle Corolla 2011 offre bien plus que ce que vous attendez d'une voiture de cette catégorie. Outre une allure plus séduisante résultant d'un style extérieur dynamisé, elle abonde en caractéristiques intelligentes et élégantes, et grâce à des moteurs à la fine pointe de la technologie, elle est toujours aussi éconergétique. Aujourd'hui, chaque Toyota Corolla neuve vendue au Canada est fabriquée ici dans notre usine primée de Cambridge, en Ontario.

Votre sécurité est ce qui nous motive plus que tout. C'est pourquoi Toyota est le premier fabricant d'une gamme complète de véhicules à inclure les six éléments du Système de sécurité Star^{MC} dans l'équipement de série de chaque Corolla 2011 neuve. Cette intégration de caractéristiques de sécurité active a pour but de protéger les occupants en aidant le conducteur à éviter un accident en premier lieu. Pour plus de détails, visitez toyota.ca/securite.

STAR
SYSTÈME DE SÉCURITÉ[®]

Toyota est le premier fabricant d'une gamme complète de véhicules à inclure tous les éléments du Système de sécurité Star^{MC} dans l'équipement de série de chaque véhicule 2011 neuf.

TOYOTA
faire toujours mieux

toyota.ca

*Selon les données recueillies par R. L. Polk Canada, Inc. sur les véhicules en service au Canada au 1^{er} juillet 2009, années modèles 1990-2009. La durée de vie réelle de tout véhicule varie en fonction des conditions d'utilisation.
[†]Modèle montré : Corolla XRS 2011 au PDSF de 23 235 \$. Les PDSF n'incluent ni les frais de transport et de préparation (1 390 \$), ni les frais d'immatriculation et d'enregistrement, ni les taxes, redevances et frais applicables. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire Toyota participant pour tous les détails.

173 mots pleins d'espoir



PATRICK LAGACÉ
CHRONIQUE

J'aimerais féliciter Jean Charest. Vous avez bien lu! Le premier ministre a cafouillé souvent ces dernières années, et comme d'autres je l'ai esquiné. Mais un petit passage de son discours inaugural donne à penser qu'il a au moins compris ceci: la lutte contre le cancer, au Québec, est minée par une désorganisation pathétique.

Vers la fin de son discours, M. Charest a prononcé 173 mots au sujet des défis québécois en matière de cancer. Il a annoncé la création d'une Direction québécoise du cancer qui va « coordonner les services et les ressources », une *bibitte* aux contours encore flous, bien sûr.

L'automne dernier, pour *La Presse*, j'ai signé une grande série sur le cancer au Québec. Tous les oncologues à qui j'ai parlé, dans mes recherches, m'ont vanté le modèle de la Colombie-Britannique, en matière de lutte contre le cancer. Tous.

La British Columbia Cancer Agency (BCCA) est LA *boss* de la lutte contre le cancer dans cette province. Elle intègre tous

les aspects de la lutte contre le cancer, sur un modèle vertical. Rien à voir avec le modèle québécois, décousu, qui glorifie le travail en silos.

Dans Google, quand on tape « cancer » et « British Columbia », c'est le site de la BCCA qui apparaît en premier. Tapez « cancer » et « Québec », et le premier site qui apparaît est celui de la section québécoise de la Société canadienne du cancer. Le premier site du gouvernement québécois recensé est un document PDF du ministère de la Santé, qui fait un état des lieux du cancer au Québec.

Ce n'est pas un détail anodin. C'est plutôt une loupe sur une situation méconnue, hors des cercles médicaux: la lutte contre le cancer, au Québec, est désorganisée. Pour ne pas dire une farce. La main gauche du système ne sait pas ce que la main droite fait.

Un exemple? Le D^r Dominique Synnott compte des patientes qui ont dû subir les affres d'une mastectomie. Pourtant, la Régie de l'assurance-maladie leur envoie périodiquement, à ces

patientes, des rappels sur l'importance de la mammographie! Clin d'œil cruel d'un système mal organisé.

Un autre? Le CHUM a honteusement fait patienter pendant des mois des femmes qui devaient être opérées de façon urgente pour des cancers gynécologiques. Manque de salles d'opération. Le CHUM est poursuivi par une patiente, dont le cancer s'est aggravé dans l'intervalle.

Coalition Priorité Cancer, « ce sont de grandes généralités » dont parle le premier ministre. Très juste: hier, au bureau du ministre de la Santé, Yves Bolduc, on promettait des annonces précises... plus tard.

La machine va résister, c'est sûr. Si Québec nomme un *boss* de la lutte contre le cancer, investi de pouvoirs réels, il y a des hôpitaux, des départements d'oncologie, des « structures » et même des députés

mesure d'investigation, en thérapies diverses et en recherche. Une vraie lutte contre le cancer demande toutes ces composantes.»

Mais je persiste et je signe: le seul fait que le chef de l'État ait lui-même annoncé cette Direction québécoise du cancer est une bonne nouvelle. Même le député Amir Khadir, de Québec solidaire, lui-même médecin, a applaudi ce segment du discours de M. Charest. « Il s'agit maintenant d'arrimer cette agence aux demandes du milieu », m'a-t-il dit.

Pauline Marois, elle, a fait de la petite politique, en choisissant de critiquer cette annonce sous le prisme, hyper-réducteur, des « listes d'attente ». Ce faisant, elle confirme ce que des acteurs du milieu m'ont dit de son passage au ministère de la Santé, jadis: pour elle, la lutte contre le cancer est un enjeu comme tant d'autres. Aucune vision.

Peut-être que le chef du PQ devrait s'informer à propos du modèle de la Colombie-Britannique, dans le rayon de la lutte contre le cancer. Bien sûr, la documentation risque d'être en anglais. Mais je suis sûr que quelqu'un, au PQ, peut lui traduire le tout...

La lutte contre le cancer, au Québec, est désorganisée. Pour ne pas dire une farce. La main gauche du système ne sait pas ce que la main droite fait.

Encore un exemple: ici, le recensement des cancers est si pourri que Statistique Canada exclut souvent le Québec, qui ne possède pas de registre provincial, de ses portraits nationaux en matière de cancer!

Et voici que le premier ministre du Québec, avec 173 mots, semble reconnaître que cette farce ne peut plus durer. Voici qu'il parle nommément d'un registre. C'est pourquoi je le félicite. C'est un début.

Mais le plus dur reste à venir. Car pour l'instant, comme le note le D^r Pierre Audet-Lapointe, oncologue à la retraite, impliqué avec la

qui vont bougonner. Et déjà, Nathalie Normandeau, vice-première ministre, au RDI hier, a cru bon préciser que c'est une « Direction », « pas une agence ».

Pourquoi la nuance? On a hâte de savoir.

Le D^r Denis Soulières, hémato-oncologue au CHUM, est aussi partisan d'une agence de type BCCA. Sa réaction à l'annonce du PM est prudente: « Il y a encore un long chemin et un besoin d'investissements significatifs pour que le Québec rattrape le temps perdu. Investissements en diagnostic précoce, en

Pour joindre notre chroniqueur: plagace@lapresse.ca

EN BREF

La recommandation du médiateur présentée demain aux lock-outés du *Journal de Montréal*

Les lock-outés du *Journal de Montréal* ont reçu hier une convocation pour une assemblée générale, demain matin, afin de se prononcer sur la recommandation du médiateur pour régler le conflit, qui dure depuis deux ans. « Le comité de négociation fait la recommandation d'accepter la proposition du médiateur », explique Jacqueline Rodrigue, de la CSN. La première offre de règlement soumise par Quebecor après un an et demi de conflit a été rejetée à 89,3 % en octobre dernier. Les négociations ont repris au cours des dernières semaines, sous la direction du négociateur Jean Poirier. On ignore tout de l'offre. Le syndicat des travailleurs de l'information du *Journal de Montréal* et la CSN ont fait savoir qu'un point de presse ne serait organisé qu'après l'assemblée générale. L'ordre du jour de l'assemblée envoyé aux syndiqués comporte des discussions sur l'avenir de *Rue Frontenac* et un vote par bulletin secret sur la recommandation du négociateur. L'assemblée est prévue à 10h au Palais des congrès de Montréal. Les employés du *Journal de Montréal* sont en lock-out depuis le 24 janvier 2009.

- Anabelle Nicoud

Discovery décolle pour la dernière fois

AGENCE FRANCE-PRESSE

CAP CANAVERAL — La navette américaine *Discovery* a pris pour la dernière fois le chemin des étoiles hier, avec six astronautes à bord, vers la Station spatiale internationale (SSI).

Après ce vol, le 39^e pour *Discovery*, plus ancien des trois orbiteurs, il ne restera au plus que deux lancements de navette, celui d'*Endeavour*, le 13^e, prévu le 19 avril, suivi, si la NASA a le budget nécessaire, d'*Atlantis*, à la fin du mois de juin.

Le programme de la navette arrive ainsi à son terme après trois décennies qui ont permis notamment de construire la SSI.

Pesant 2000 tonnes au décollage avec son système de propulsion, *Discovery* s'est arrachée de son pas de tir du Centre spatial Kennedy près de Cap Canaveral, à 16h53, heure de l'Est, pour prendre son envol au dessus de l'Atlantique, soit trois minutes plus tard que prévu.

Ce contre-temps a résulté d'un arrêt plus long que prévu du compte à rebours pour laisser le temps de régler un problème avec un ordinateur d'un système de contrôle au sol du vol de la navette, une demi-heure avant le lancement.

Ce hic a fait craindre un moment un report du vol.

Le directeur du lancement Mike Leinbach a dit lors d'une conférence de presse que le lancement a eu lieu quelques secondes seulement avant la fermeture de la fenêtre de tir.

Débris

Les nombreuses caméras qui suivent la navette lors de son ascension ont aussi montré plusieurs gros morceaux de mousse isolante se détachant du réservoir externe près de quatre minutes après le décollage et heurter la navette, a dit Bill Gerstenmeier, responsable des opérations spatiales de la NASA.

Vu la faible vitesse de ces débris à une telle altitude, ils ne présentaient pas de risque pour l'orbiteur, a-t-il souligné.

La navette a atteint l'orbite terrestre en 8 min 30 à 225 km d'altitude à une vitesse dépassant les 28 000 km/h, pour entamer sa poursuite de la SSI. Elle doit s'y amarrer demain à 14h16, heure de l'Est. La Station se trouve à 350 km d'altitude.

L'utilisation de la SSI, qui est quasiment achevée, a été prolongée jusqu'à au moins 2020. Dix-sept pays y participent et son coût de 100 milliards de dollars est surtout financé par les Américains.



PHOTO WIFREDO LEE, ASSOCIATED PRESS

La navette *Discovery* et son équipage ont quitté la Terre pour l'ultime mission du plus vieil astronef de la NASA encore en fonction.

Sucrées et salées : crêpes et galettes en vedette !

CE SOIR 21 h
CURIEUX BÉGIN

AVEC CHRISTIAN BÉGIN
CRÊPE D'ÉPEAUTRE À LA POIRE, VANILLE ET FROMAGE DE CHÈVRE ET GALETTE DE SARRASIN AU « PULLED PORK », OIGNONS CONFITS, FROMAGE JERSEY ET CORNICHONS

INVITÉE : ISABEL RICHER

telequebec.tv

Télé-Québec
L'AUTRE TÉLÉ

ACTUALITÉS

Le Château du Sexe fermé pour de bon

CHRISTIANE DESJARDINS

Fermé d'urgence en avril dernier parce que les policiers craignaient une riposte à un attentat sanglant, le Château du sexe/Club Temptation, situé au 972 rue Sainte-Catherine Ouest, ne rouvrira plus.

Le propriétaire officiel de l'établissement depuis une dizaine d'années, Joseph Vallera, a renoncé à poursuivre sa contestation devant la Régie des alcools, des courses et des jeux. L'audience qui s'est déroulée par à-coups depuis le printemps dernier devait reprendre ces jours-ci. Mais voilà, en décembre, M. Vallera n'a pas payé pour les droits annuels de son permis, et a laissé aller l'affaire. Son permis a donc été révoqué.

De toute évidence, c'est l'implication d'un ex-membre d'un gang de rue dans l'établissement, Richard Goodridge, qui a engendré le chant du cygne de l'établissement. Décrit comme le « propriétaire fantôme » du Château du Sexe depuis la fin



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE
Fermé d'urgence depuis avril 2010, le Château du Sexe ne rouvrira plus.

de 2008, Goodridge était en fait omniprésent et agissait comme le véritable tenancier des lieux, selon les policiers qui ont témoigné à l'audience. M. Vallera venait beaucoup moins souvent qu'avant à l'établissement qu'il a géré pendant des années, avant de devenir le propriétaire, en 2001. Au cours des dernières années, il voulait vendre son établissement. Goodridge était intéressé, mais il n'avait pas encore payé, disait de son côté, M. Vallera.

Frères ennemis

Goodridge a cofondé le gang des 67 avec Ducarme Joseph, au début des années 90. Mais depuis, cette belle amitié s'est transformée en une haine implacable. Joseph est aujourd'hui à la tête d'un redoutable gang qui ne porte pas de nom, tandis que Goodridge s'est associé à la mafia italienne et a aussi des liens avec les motards, croit la police. Les deux se querelleraient pour le contrôle de la vente de stupéfiants. Chacun de leur côté ils ont été la cible

d'attentats, auxquels ils ont survécu, parfois presque par miracle.

C'est justement à la suite d'un tel attentat, qui visait Ducarme Joseph, le 18 mars 2010, que les policiers ont demandé et obtenu la fermeture urgente de l'établissement, dans les semaines suivantes. Ils craignaient une riposte du clan de Joseph contre celui de Goodridge. D'ailleurs, ce dernier était particulièrement nerveux après l'attentat. Il avait même loué un système d'écoute à oreillettes comme en ont les policiers, pour être en constante communication avec les portiers du Club Temptation.

En ce qui concerne l'attentat contre Joseph, il s'est produit à son magasin de vêtements du Vieux-Montréal, Flawnego. En plein jour, des tueurs armés ont surgi et abattu deux hommes qui s'y trouvaient, tandis que Joseph, beaucoup plus chanceux, a réussi à s'échapper par l'arrière du bâtiment.

Soulignons enfin que le nom « Club Temptation » a été ajouté à celui de Château du Sexe, en septembre 2009.

Condamné à
5 ans de prison

Un membre des Outlaws déjà dehors

CAROLINE TOUZIN

À 16 ans, Marvin Corbin a commis un double meurtre pour lequel il a écopé d'une longue peine de prison. Cela ne l'a pas fait réfléchir.

À 35 ans, ce membre des Outlaws, gang de rue majeur de la métropole, vient d'être condamné à un peu plus de cinq ans de prison pour trafic de drogues, possession d'une arme à feu chargée et gangstérisme.

« Vous êtes définitivement un homme violent si l'on se fie à vos antécédents qui remontent à votre adolescence », a insisté le juge Jean-Pierre Boyer au moment de lui imposer sa peine, au palais de justice de Montréal.

Or, comme son temps passé en détention préventive compte en double (il a été arrêté avant le changement à la loi), il sera un homme libre dès aujourd'hui. Le magistrat n'a pas donné de détails sur le double meurtre commis par Corbin en 1991. Il avait alors écopé d'une peine applicable aux adultes de 13 ans de prison.

Corbin, alias Fox ou Joe Black, faisait partie d'une « organisation criminelle structurée et sophistiquée à l'intérieur de laquelle chacun joue un rôle distinct », écrit le juge Boyer. Les membres des Outlaws, dont le chef est Roy Haynes Jr, ont affiché fièrement leurs couleurs pendant des années. Un chandail avec les inscriptions « Downtown Outlaw 1 » et « OL » a notamment été saisi chez Corbin, considéré comme le garde du corps de l'organisation.

Le réseau de trafiquants écoulait de 1 à 2 kg de cocaïne et de crack par mois dans le sud-ouest de la Ville. L'enquête de la police de Montréal, qui a commencé en novembre 2006, a duré deux ans. La division du crime organisé n'a pas lésiné sur les moyens : elle a eu recours à des agents d'infiltration, à de l'écoute électronique et à de la filature pour bâtir la preuve. L'opération Satellites s'est conclue le 28 mai 2008 avec l'arrestation des suspects et de nombreuses perquisitions dans différents appartements loués par le gang.

Labeaume poursuit un conseiller et un leader syndical

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Le maire de Québec, Régis Labeaume, et son parti politique, Équipe Labeaume, ont concrétisé leurs menaces de poursuites judiciaires.

Deux poursuites ont été déposées en début d'après-midi, hier, au greffe de la Cour supérieure, à Québec.

Une première procédure vise le conseiller indépendant Jean Guilbault, à qui on réclame un total de 200 000 \$ pour atteinte à la réputation, soit pour dommages moraux et punitifs.

Une seconde procédure fort semblable vise cette fois le président du Syndicat des fonctionnaires municipaux de Québec, Jean Gagnon, et son organisation.

Régis Labeaume et son parti politique réclament aussi dans ce cas un total de 200 000 \$ en dommages moraux et punitifs, toujours pour atteinte à la réputation.

Dans les deux cas, l'avis de présentation a été fixé au 1^{er} avril au palais de justice de Québec.



RBC Banque Royale®

L'achat de votre première maison peut poser un beau défi. Nous pouvons vous aider à le relever.

Hypothèque tout-en-un de RBC Banque Royale®

Taux fixe pour un terme de 5 ans : **4,09%**¹

Toutes les caractéristiques dont vous avez besoin pour économiser :
remboursement anticipé, versements souples,
Double versement[®] et Report de versement^{®2}.

- Des approbations fermes et rapides, souvent en moins de 24 heures.
- Un plus grand nombre de conseillers en prêts hypothécaires qui se déplacent pour vous rencontrer, en tout temps.
- Un plus grand nombre de succursales à votre service.

Pas étonnant que plus d'acheteurs d'une première maison choisissent RBC Banque Royale® plutôt que toute autre banque pour financer leur propriété.*

Communiquez avec votre conseiller en prêts hypothécaires RBC dès aujourd'hui :
rbc.com/conseilhypothecaire ou 1 866 864-0420

Une banque de conseils pour vous guider.^{MC}



Les hypothèques résidentielles sont offertes par la Banque Royale du Canada sous réserve des critères de prêt habituels. Cette offre peut être modifiée, retirée ou prolongée en tout temps sans préavis. 1) Le taux d'intérêt peut être modifié à tout moment sans préavis. Taux en vigueur au 22 février 2011. Cette offre n'est valide que pour les nouveaux fonds. Les fonds doivent être décaissés dans les 60 jours suivant la date de demande. Pour les taux de renouvellement, veuillez appeler. Cette offre ne s'applique pas aux hypothèques sur construction. TAP 4,11 %. Le taux annuel en pourcentage (TAP) est établi d'après une hypothèque de 100 000 \$ pour un terme de 5 ans, en supposant certains coûts d'emprunt (tels que les frais d'évaluation de la propriété). Les frais de traitement des hypothèques s'élèvent à 190 \$ et varieront en fonction du type de propriété et de son emplacement. 2) Les intérêts certains durant la période au cours de laquelle le versement est reporté et sont ajoutés au solde de la capital de l'hypothèque. Des conditions s'appliquent. Visitez le www.rbcbanqueroynale.com/reportdeversement pour les détails. * Source : Groupe Altus/psos-Reid : Sondage FIRM sur les hypothèques résidentielles, prêteur hypothécaire pour les acheteurs d'une première maison (2006-2010). ® Marques déposées de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques de commerce déposées de la Banque Royale du Canada. ® Marques de commerce de la Banque Royale du Canada. † Rubik's Cube est utilisée avec la permission de Seven Towns Ltd. www.rubiks.com

Affaire Villanueva Fin des plaidoiries à l'enquête du coroner

« Mon fils est mort à cause du profilage racial »

CAROLINE TOUZIN

Lilian Madrid Villanueva est convaincue que si ses fils avaient été blancs, Dany n'aurait pas été interpellé de la sorte par la police, et surtout, Fredy ne serait pas mort.

« Je suis sûre que si mes fils avaient été blancs ou québécois, cette tragédie ne se serait pas produite (...) Mon fils est mort à cause du profilage racial. »

Lilian Madrid Villanueva a eu le dernier mot, hier, à l'ultime journée de plaidoiries de l'enquête du coroner sur la mort de Fredy Villanueva. La mère de famille originaire du Honduras a livré un vibrant plaidoyer en espagnol, aidée d'une traductrice, sous le regard attentif du coroner André Perreault.

M^{me} Villanueva a tenu des propos très durs envers l'agent Jean-Loup Lapointe qui a tiré deux coups de feu sur Fredy Villanueva, l'atteignant mortellement le 9 août 2008 dans un parc de Montréal-Nord.

« Cet assassin m'a mutilée. Il m'a arraché une partie de ma vie. Il a détruit ma famille. Il a détruit le projet que mon mari et mes enfants avaient. Ce qu'il a le plus détruit, c'est Dany. » Chaque jour depuis la mort de son jeune frère, Dany va se réfugier au cimetière où le jeune homme de 18 ans a été enterré, a décrit la mère de famille.

Les deux policiers impliqués dans la mort de son fils, Jean-Loup Lapointe et Stéphanie Pilotte, étaient assis dans les premières rangées; encadrés comme à l'habitude de plusieurs gardes du corps. Ils n'ont pas bronché.



Lilian Madrid Villanueva a tenu des propos très durs envers l'agent Jean-Loup Lapointe, hier au palais de justice. Sur cette photo, M^{me} Villanueva est accompagnée de Gilberto Villanueva, père de Fredy, lors d'une pause pendant les audiences en décembre 2009.

M^{me} Villanueva a répété qu'elle cherchait à obtenir justice et qu'elle s'adresserait à l'ONU si c'était nécessaire. « Je demande que cet assassin soit incarcéré. C'est une honte pour le corps policier que cet homme soit encore membre du service de police. »

La mère de famille croit que Fredy n'a jamais frappé l'agent Lapointe en tentant de libérer Dany de l'emprise du policier. « Il n'aurait pas levé la main sur

qui que ce soit. Il était paniqué à la vue de son frère qu'on étranglait par terre », croit-elle.

De la compassion de la Fraternité

Cette version est à des années-lumière de celle de la Ville de Montréal, de son service de police et de la Fraternité des policiers. Aux yeux de la police, Dany est responsable de la mort de son frère puisqu'il a résisté à son arrestation.

« L'intervention des policiers était justifiée. Malheureusement, elle a mal tourné. J'espère que la population va retenir qu'on ne s'attaque pas aux policiers », a dit le président de la Fraternité des policiers, Yves Francoeur, à sa sortie de la salle d'audience. La Fraternité ne se formalise pas des propos de M^{me} Villanueva. « Ce sont des propos un peu durs, mais on comprend que c'est le témoignage d'une mère

qui a perdu son fils. On a beaucoup de compassion pour elle », a ajouté M. Francoeur.

M^{me} Villanueva a dépeint son fils de 18 ans comme un « enfant pur », « travaillant », qui n'a jamais désobéi à ses ordres. Il rêvait d'ouvrir un garage avec son père et son grand frère. L'été de sa mort, en août 2008, il travaillait dans un champ de haricots à Saint-Rémi pour se payer un cours professionnel, a raconté la mère de cinq enfants.

À la fin de son plaidoyer, M^{me} Villanueva a été chaudement applaudie par sa famille et les militants contre la brutalité policière qui s'étaient déplacés pour l'entendre.

« J'ai la conviction que votre fils, Fredy, serait fier du portrait que vous avez dépeint de lui; du portrait qu'il a laissé à

« Cet assassin m'a mutilée. Il m'a arraché une partie de ma vie. Il a détruit ma famille. Il a détruit le projet que mon mari et mes enfants avaient. Ce qu'il a le plus détruit, c'est Dany. »

— Lilian Madrid Villanueva, mère de Fredy

sa mère », lui a dit le coroner avant de lui souhaiter bonne chance en espagnol.

Recommandations

Par ailleurs, les recommandations du coroner Perreault ne risquent pas d'être rendues publiques de sitôt. Hier, au terme de 107 jours d'audience, le coroner a refusé la demande du clan Villanueva de produire un rapport intermédiaire d'ici à ce que la Cour supérieure se penche sur la question des étuis des policiers. C'est que la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers de Montréal contestent devant la Cour supérieure une décision du coroner au sujet du mécanisme de sûreté de l'étui à arme à feu des policiers. La Ville promet de se rendre jusqu'en Cour suprême s'il le faut.



LE PLAISIR VOUS EMMÈNE OÙ BON VOUS SEMBLE.

Voici le tout nouveau BMW X3. Avec son intérieur spacieux et une infinité d'éléments fonctionnels, vous serez en mesure d'expérimenter plus d'aventures que jamais. Non seulement vous apprécierez les solutions innovatrices de rangement et l'augmentation de l'espace disponible pour vos jambes, mais également la possibilité de rabattre la banquette arrière 60/40, qui permet à votre compartiment à bagages de passer instantanément de 550 à 1 600 litres. Grâce au moteur BMW TwinPower Turbo, 300 ch, chef de file de sa catégorie, ainsi qu'à la traction intégrale xDrive^{MD}, qui procure une tenue de route exceptionnelle et un temps de réponse d'une fraction de seconde, vous maîtriserez tous les types de routes, quelles que soient les conditions. Peu importe où votre prochain voyage vous emmène, le tout nouveau BMW X3 vous offre l'espace nécessaire pour tout, mais surtout pour le plaisir.

LE TOUT NOUVEAU BMW X3.

BMW EfficientDynamics

X3 xDrive35i 7,7 l/100 km* 300 ch

ACTUALITÉS

Yes mais...



RIMA
ELKOURI
CHRONIQUE

Tous les élèves de 6^e année consacreront une demi-année à apprendre l'anglais de façon intensive. Après des années de débat et de tergiversations autour de cette question toujours épineuse au Québec, on peut dire, en français comme en anglais, qu'il s'agit d'une bonne idée. À condition bien sûr que l'on réussisse à la mettre en pratique correctement.

Si la maîtrise du français doit demeurer la priorité de notre système d'éducation, on aurait tort de sous-estimer pour autant l'importance d'apprendre l'anglais. Cet apprentissage, contrairement à certaines idées reçues, n'a pas à se faire au détriment du français, qui reste le fondement même de l'identité québécoise. L'un n'empêche pas l'autre. La défense de la langue française, toujours nécessaire en contexte minoritaire, ne doit pas servir de prétexte pour porter des œillères.

En ce moment, l'apprentissage de l'anglais reste malheureusement un luxe que la majorité des enfants ne peuvent s'offrir. Bien que déjà

implantés dans certaines écoles, les programmes d'apprentissage intensif de l'anglais demeurent rares. Toutes les familles n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans des camps d'été en anglais ou de leur payer des cours privés. Le programme annoncé avant-hier par Jean Charest,

Même si l'implantation du programme soulève bien des questions, il faut reconnaître que l'idée répond à un souhait légitime de nombreux parents qui veulent que leurs enfants soient bilingues.

s'il ne règle pas l'ensemble des problèmes du système d'éducation, viendrait tout de même corriger cette iniquité.

En ce moment, un élève peut « apprendre » l'anglais pendant six ans à l'école primaire sans en retenir grand-chose. De nombreuses études ont déjà montré que le saupoudrage de quelques heures de cours sur une longue période de temps est inefficace. La

meilleure façon d'apprendre passe nécessairement par un mode intensif.

Plusieurs générations d'élèves, incapables de soutenir une conversation en anglais en sortant de l'école secondaire, le savent trop bien. Je le sais trop bien aussi. En sortant du cégep, après 13 ans dans le système francophone, je baragouinais à peine l'anglais. J'ai fini par remédier au problème en m'inscrivant à l'université en anglais. C'est une solution comme une autre, mais ce n'est certainement pas la solution idéale.

Aussi bonne soit-elle, l'idée d'implanter un programme

de Gaspé à Chibougamau en passant Rimouski, on arrivera à recruter assez d'enseignants qualifiés? On peut en douter.

Pour dénicher les professeurs qui manquent à l'appel, la ministre dit aussi qu'elle veut favoriser les échanges entre les commissions scolaires anglophones et francophones. Tout en étant intéressante, cette solution en reste une marginale, vu la taille réduite du réseau anglophone qui peinerait à répondre à la demande.

Autre question en suspens: est-il vraiment souhaitable que le programme soit obligatoire pour tous? Un programme d'apprentissage intensif de l'anglais durant une demi-année scolaire signifie que les matières doivent être condensées durant l'autre demi-année. Certaines écoles qui offrent déjà le programme choisissent de n'y accepter que les enfants qui n'ont aucun retard scolaire. Si le programme devient universel, est-ce que tous les enfants arriveront à suivre? Se fiant aux expériences déjà menées à petite échelle dans certaines écoles du Lac-Saint-Jean, la ministre Beauchamp croit que oui. Rien n'indique qu'il y ait un impact négatif sur la réussite des enfants en difficulté, dit-elle. Il faudra bien sûr voir ce que cela donne à plus grande échelle et peut-être prévoir

des mesures adaptées là où cela s'impose.

Cela dit, même si l'implantation du programme soulève bien des questions, il faut reconnaître que l'idée répond à un souhait légitime de nombreux parents qui veulent que leurs enfants soient bilingues. Bien des parents francophones sont jaloux de voir que leurs voisins anglophones peuvent envoyer leurs enfants à l'école française alors que l'inverse est interdit. Ils voient ces enfants sortir de l'école parfaitement bilingues alors que les petits francophones peinent à aligner deux mots en anglais à la fin du primaire. Au printemps dernier, un sondage publié dans *The Gazette* révélait qu'une majorité de Québécois francophones seraient même d'accord pour que l'accès à l'école anglaise soit élargi – une très mauvaise idée, à mon sens, qui mettrait en péril la survie de la langue française.

Tout en évitant un glissement périlleux vers le libre choix et l'assimilation, le programme annoncé tient compte de cette préoccupation légitime. Dans un contexte où la loi 101 protège le français comme langue d'enseignement, l'apprentissage de l'anglais n'est pas une menace, bien au contraire. L'ignorance est beaucoup plus menaçante.



Pour joindre notre chroniqueuse: rima.elkouri@lapresse.ca

SAMEDI ET DIMANCHE
26 ET 27 FÉVRIER

ÉCONOMISEZ
100%
AVEC TOUT ACHAT
DE 100 \$
ET PLUS

La modération
a bien meilleur goût.

EducAlcool

PRENEZ GOÛT
À NOS CONSEILS



L'ANGLAIS
INTENSIF
EN 6^e ANNÉE

Gérald
Larose
l'avait

suggéré
en 2001

LA PRESSE CANADIENNE

La recommandation sur l'enseignement de l'anglais langue seconde de façon intensive dès la 6^e année du primaire, formulée mercredi par le premier ministre Jean Charest, est largement inspirée de celle d'un souverainiste réputé... Gérald Larose, il y a de cela 10 ans.

L'ancien président de la CSN avait aussi présidé, en 2000 et 2001, la Commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française. Son rapport avait d'ailleurs été remis à l'ancienne ministre péquiste responsable de la Charte de la langue française... Diane Lemieux, qui vient d'être nommée présidente de la Commission de la construction par le gouvernement Charest.

Or, dans le rapport de 300 pages qu'il avait rendu public, en juin 2001, M. Larose recommandait justement d'enseigner l'anglais langue seconde de façon intensive à la fin du primaire.

M. Larose recommandait que le mode d'enseignement de l'anglais langue seconde soit remplacé, « au dernier cycle du primaire, au milieu et à la fin du secondaire, par un enseignement concentré avec création d'un environnement culturel anglais ».

Or, mercredi, dans son message inaugural, M. Charest a proposé que d'ici cinq ans, tous les enfants de la 6^e année du primaire reçoivent la moitié de leur enseignement en anglais.

« Concentrer l'anglais dans une demi-année, en 6^e année du primaire, c'est ce que nous proposons à l'époque », il y a 10 ans, a confirmé en entrevue hier M. Larose.

M. Larose ne pavoise toutefois pas et ne crie pas non plus à la récupération politique de son idée sans qu'on lui en attribue le mérite.

Il dit seulement souhaiter que, cette fois, la mesure soit bel et bien implantée et qu'elle ne soit pas seulement de la poudre aux yeux lancée dans un message inaugural.

18+

Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac et SAQ Dépôt exclus. L'offre Économisez 10% avec tout achat de 100\$ et plus est en vigueur les samedi 26 et dimanche 27 février 2011 seulement et s'applique uniquement aux produits offerts en succursale, à l'exception des cartes-cadeaux SAQ, des cartes de dégustation et des bons-cadeaux « Les Connaisseurs », ainsi que des produits commandés par l'entremise du service des commandes privées et de ceux en vente dans le catalogue *Courrier vinicole*. Promotion également offerte dans SAQ.COM. Achats non cumulatifs. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

IMMERSION ANGLAISE EN 6^e ANNÉE

Le milieu de l'enseignement s'interroge sur les modalités

ARIANE LACOURSIÈRE ET
MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Le milieu de l'enseignement se posait beaucoup de questions, hier, à la suite de l'annonce du gouvernement Charest d'obliger d'ici cinq ans tous élèves de 6^e année à consacrer la moitié de leur année à l'apprentissage intensif de l'anglais. Alors que plusieurs se demandent qui pourra enseigner l'anglais intensif dans les écoles françaises, d'autres estiment que les élèves en difficultés seront désavantagés. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, se veut quant à elle rassurante.

« On a été surpris par cette annonce. C'est complètement nouveau. Il faut vraiment parler de modalités. On sait qu'il manque déjà de professeurs d'anglais dans les écoles anglophones. Où ira-t-on chercher les enseignants? » demande la présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), Josée Bouchard. Comme tous les intervenants interrogés hier, M^{me} Bouchard disait être intéressée par le projet de M. Charest. « Mais il y a beaucoup de questions sans réponse », dit-elle.

Actuellement, très peu d'écoles offrent des cours d'anglais intensifs dans la grande région de Montréal. À la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, seulement 2 des 128 classes de 6^e année offrent cette option. À la Commission scolaire de Montréal, c'est le cas de 14 des 130 écoles. Aucune des 98 classes de 6^e année de la Commission scolaire des Patriotes n'offre le bain linguistique. Et à la Commission scolaire Marie-Victorin, cette option est offerte dans 6 classes de 6^e année sur 103 écoles. Une question se pose donc: qui pourra enseigner l'anglais intensif dans toutes les écoles de la province?

« C'est clair qu'on n'a pas assez de profs spécialistes

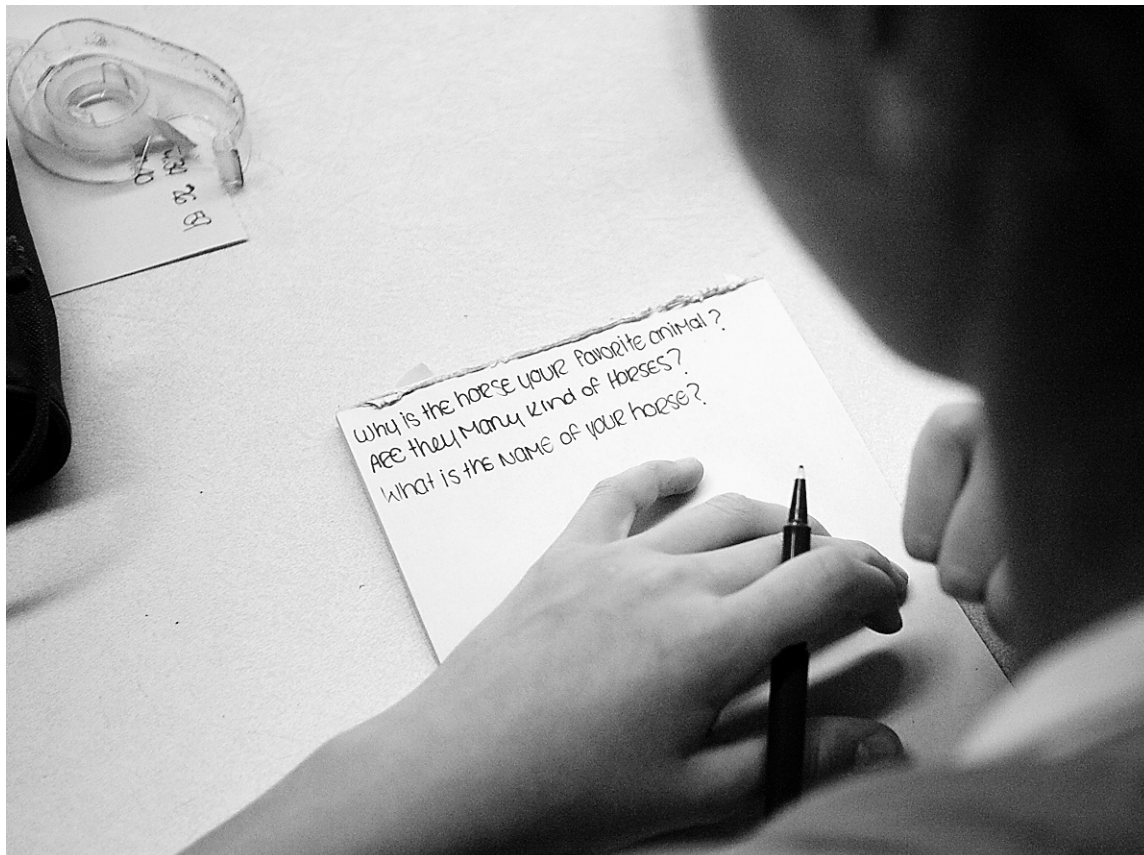


PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Actuellement, très peu d'écoles offrent des cours d'anglais intensifs dans la grande région de Montréal et seuls les élèves n'ayant aucun retard scolaire peuvent les suivre.

(de l'anglais) pour répondre à la demande. Même si on se tourne vers nos collègues de la commission scolaire anglophone, ils sont trop peu

pour l'implanter partout », a-t-elle dit. M^{me} Beauchamp ajoute que les commissions scolaires anglophones et francophones seront appelées

déroule en Outaouais. Les jeunes sont souvent bilingues et parlent anglais à l'école, note M^{me} Bouchard. Il va falloir en tenir compte.»

« On a été surpris par cette annonce. C'est complètement nouveau. Il faut vraiment parler de modalités. On sait qu'il manque déjà de professeurs d'anglais dans les écoles anglophones. Où ira-t-on chercher les enseignants? »

— Josée Bouchard, présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec

nombreux pour satisfaire à la demande », soutient le porte-parole de l'Alliance des professeurs de Montréal, Yves Parenteau.

La ministre Beauchamp, confirme qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas suffisamment d'enseignants. « C'est pour ça qu'on s'est donné cinq ans

à collaborer afin de trouver des solutions.

M^{me} Bouchard souligne que certaines commissions scolaires vivent des situations particulières qui devront être considérées par Québec. Par exemple, à Montréal, le défi est plutôt de franciser les élèves. « La même situation se

La présidente de la Fédération québécoise des directions d'établissements d'enseignement, Chantal Longpré, rappelle que certaines écoles offrent le programme d'anglais intensif actuellement, mais que seuls les élèves n'ayant aucun retard scolaire peuvent le suivre.

« Dans les groupes d'anglais intensifs, on apprend l'anglais la moitié de l'année, et on enseigne les autres matières le reste de l'année. Les élèves en difficulté seront incapables d'apprendre toute la matière en une demi-année. Pour eux, l'annonce du gouvernement est vraiment une mauvaise idée. »

La présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement, Manon Bernard, ajoute que les enseignants qui doivent montrer la matière de base en une demi-année font face à plusieurs difficultés. « Ils ont de la difficulté à couvrir l'ensemble du programme », note-t-elle.

Le directeur général de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec, David Birnbaum, reconnaît que « plusieurs discussions » devront être tenues avant de pouvoir implanter les cours d'anglais intensifs à la grandeur du Québec. « Mais on est très ouverts à discuter avec les commissions scolaires francophones », dit-il. « Le fait que ce soit étalé sur cinq ans (...) nous permettra de nous asseoir et d'envisager diverses mesures », ajoute la présidente de la Society for the Promotion of the Teaching of English as a Second Language in Quebec, Micheline Schinck.

Des tableaux controversés

Dans son discours inaugural, le premier ministre Jean Charest a également annoncé qu'il dotera toutes les classes de tableaux interactifs. Cette annonce ne fait pas l'unanimité dans le milieu. « C'est bien. Mais ce n'est pas la panacée », dit M^{me} Bouchard. « C'est de la quincaillerie alors que les écoles ont besoin de pédagogie, commente M^{me} Longpré. Un tableau coûte 5000 \$. Avec cet argent, chaque école pourrait se payer une demi-journée d'orthopédagogie par semaine pour une année. »

Un avis partagé par M^{me} Bernard. « On dit que la priorité doit être l'éducation. Ça ne passe pas par les tableaux interactifs. Il faut plutôt tenter de répondre aux besoins des élèves », croit-elle.

La ministre Beauchamp réplique que les tableaux ne sont « qu'une méthode parmi d'autres » pour améliorer la persévérance scolaire. Les tableaux interactifs permettent selon elle de « valoriser l'école publique » et de rendre l'école « plus efficace et intéressante ».

EN BREF

Décès d'ainés en résidence : déclaration obligatoire réclamée

La Commission des droits de la personne souhaite que tous les décès survenant dans des centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), dans des ressources intermédiaires ou dans des résidences privées pour aînés soient obligatoirement déclarés et puissent donc faire l'objet d'une enquête du coroner. C'est à la demande de Louis Plamondon, actuellement président de l'Association québécoise de défense des droits des retraités

(AQDR) que la Commission a évalué la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès. Selon M. Plamondon, la loi est discriminatoire puisqu'elle oblige la déclaration de tout décès survenant dans des prisons ou des garderies, mais pas de ceux survenant dans des centres d'hébergement pour aînés. Dans son rapport publié hier, la Commission recommande que tous les décès survenant dans des centres d'hébergement pour aînés soient signalés et que le coroner puisse les enquêter. La Commission estime que la loi actuelle « compromet les droits à la vie, à la sûreté et à l'intégrité » des personnes âgées hébergées.

— Ariane Lacoursière

Formule Groupe^{MC}

JOUEZ EN GROUPE

et augmentez vos chances de gagner.

Détails et conditions à lotoquebec.com

Lotto
MAX

CE SOIR

50
MILLION \$

lotoquebec.com

MAXMILLIONS
7x
1 MILLION \$

APPROXIMATIF

18 ans +



ACTUALITÉS

UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

Fronde des élus montréalais contre le maire Vaillancourt

EXCLUSIF

GABRIEL BÉLAND

Une quinzaine de maires de l'île de Montréal demandent que Gilles Vaillancourt se retire de ses responsabilités à l'Union des municipalités du Québec (UMQ). Tant que le maire de Laval s'y refusera, les élus de l'île s'abstiendront de siéger au comité de direction de l'Union en guise de protestation.

Cette position a été adoptée lors d'un vote unanime de l'Association des municipalités de banlieue, qui regroupe les villes reconstituées de l'île. Elle a été communiquée le 3 février dernier au président de l'UMQ dans une lettre qu'a obtenue *La Presse*.

« Tous les membres du CA doivent faire preuve d'un comportement exemplaire, aucun soupçon d'acte irrégulier ne peut peser sur eux, peut-on lire dans la missive. Dans les circonstances présentes, nous croyons qu'il vaudrait mieux pour l'UMQ et ses villes membres que M. Vaillancourt se retire. »

« Jusqu'à ce que les résultats de l'enquête ministérielle



La controverse à propos de la présence du maire de Laval, Gilles Vaillancourt, comme administrateur de l'Union des municipalités du Québec, a ressurgi au début du mois.

PHOTO IVANOHO DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

ou celle de la Sûreté du Québec l'innocent de toutes prétendues irrégularités », le maire de Laval ne doit plus occuper de responsabilités à l'UMQ, explique la lettre écrite par le maire de Westmount et président de l'Association des municipalités de banlieue, Peter Trent.

La prise de position des élus montréalais survient alors que la situation semblait s'être apaisée à l'UMQ. L'organisme a en effet subi plusieurs secousses dans les derniers mois de 2010, alors que le monde municipal vivait une crise d'une rare ampleur.

Au mois de novembre, l'UMQ a entre autres perdu

son président. Le maire de Saint-Jérôme, Marc Gascon, a en effet démissionné alors que la gestion de sa municipalité faisait les manchettes. Plusieurs voix au sein de l'Union réclamaient son retrait. La Ville de Québec, le membre le plus important de l'UMQ, a même claqué la porte.

« Tous les membres du CA doivent faire preuve d'un comportement exemplaire. Dans les circonstances présentes, nous croyons qu'il vaudrait mieux (...) que M. Vaillancourt se retire. » – Extrait de la lettre signée par Peter Trent

Juste avant le départ de Marc Gascon, Peter Trent a démissionné du poste qu'il occupait au comité de direction de l'UMQ. Le maire de Westmount exigeait alors que le maire de Saint-Jérôme quitte ses fonctions à l'Union, tout comme Gilles Vaillancourt, qui siège au comité de direction et au conseil d'administration.

Gilles Vaillancourt refusant, M. Trent a persisté dans son choix. Le poste de représentant des villes de l'île de Montréal est depuis vacant au comité de direction. Le nouveau président de l'UMQ, le maire de Rimouski, Éric Forest, a donc envoyé une lettre aux maires des municipalités membres de l'Union dans l'île – ce qui exclut Montréal, qui n'est pas membre – pour les inviter à poser leur candidature.

Lors d'une réunion fin janvier, les maires des villes liées ont plutôt décidé d'imiter Peter Trent. Le poste en question restera donc vacant tant que Gilles Vaillancourt sera membre du comité de direction.

« Ce n'est pas une situation idéale, a reconnu hier Éric Forest, qui se trouvait à Saint-Raymond de Portneuf dans le cadre d'une tournée du Québec. Je souhaite que la situation se règle le plus vite possible et que le Ministère annonce ses conclusions sur M. Vaillancourt. »

« Nous vivons dans une société de droit. On ne peut mettre à la porte un administrateur sur la base de simples allégations, a-t-il dit. D'un point de vue légal, c'est dangereux. M. Vaillancourt bénéficie de la présomption d'innocence. »

Rappelons que deux députés, Serge Ménard et Vincent Auclair, ont affirmé en novembre dernier que M. Vaillancourt leur avait offert des enveloppes d'argent alors qu'ils étaient en campagne électorale dans des circonscriptions lavalloises. Le maire de Laval a toujours nié ces allégations.

Déco Découverte

SUPERMAGASIN | accessoires bain et cuisine | literie

DE VENDREDI À DIMANCHE

TANT QU'IL Y EN AURA!

Du vendredi 25 au dimanche 27 février 2011

JUSQU'À 70% DE RABAIS

99⁹⁹

Choix d'ensembles bloc et couteaux
Avant 129,99 \$ - 349,99 \$

Et jusqu'à 50% de rabais
Choix d'ensembles de couteaux
49,99 \$ Avant 84,99 \$ - 99,99 \$

Le choix varie selon le magasin.
Prix tels qu'étiquetés.

50% DE RABAIS

79⁹⁹ Ord. 129,99 \$

Bullet express

VU À LA TÉLÉ

Extracteur à jus en prime

L'incroyable appareil qui prépare un plat en 8 minutes

JUSQU'À 50% DE RABAIS

Choix de couettes

39,99 \$ - 159,99 \$
Avant 59,99 \$ - 389,99 \$

Lit 1 place à très grand lit.
Le choix varie selon le magasin.
Prix tels qu'étiquetés.

30% DE RABAIS

Batteries de cuisine et ustensiles de cuisson à l'unité

LAGOSTINA

Économisez à l'achat de 2!

repérez le point et payez moins

2 pour 10\$

Coordonnés de salle de bain
Ord. 4,99 \$ - 69,99 \$ ch.
si achetés séparément.
Le choix varie selon le magasin.

Tant qu'il y en aura!

40% DE RABAIS

Radiateurs et humidificateurs

Sunbeam, Bionaire et Pelonis

Le choix varie selon le magasin.

SUPER!

50% DE RABAIS

Choix de literie coordonnée et d'ensembles de draps unis

Home Studio, GlucksteinHome, Wamsutta, Steven and Chris, DKNY, Quicksilver et Roxy

14,99 \$ - 214,99 \$
Ord. 29,99 \$ - 429,99 \$

Le choix varie selon le magasin.

Ne manquez pas ces autres aubaines!

RABAIS ADDITIONNEL DE 30%

Choix de literie coordonnée à prix déjà réduit

GlucksteinHome, Home Studio, Marie Claire, Calvin Klein, Nautica, Steven and Chris, Roxy et Quicksilver

Sur le dernier prix étiqueté.

RABAIS ADDITIONNEL DE 30%

Linge de cuisine et de table à prix déjà réduit

Sur le dernier prix étiqueté.

9⁹⁹ Choix d'accessoires pour le soin des cheveux, d'articles pour le bain et le corps, de miroirs, d'articles d'hygiène buccale et de spa de fin de série

Avant 14,99 \$ - 89,99 \$

RABAIS DE 40%

Meubles de fin de série

repérez le point et payez moins

JUSQU'À 50% DE RABAIS

Housses Surefit pour meubles

2,99 \$ - 79,99 \$ Avant 9,99 \$ - 149,99 \$

Prix tels qu'étiquetés.

bas prix garantis!

Si vous trouvez un article identique actuellement annoncé à meilleur prix par un magasin de détail, apportez-nous l'annonce et nous égalons ce prix avec plaisir!

AVIS À NOS CLIENTS : LE CHOIX ET LES MARQUES VARIENT SELON LE MAGASIN. Certains motifs, couleurs et modèles peuvent ne pas être offerts dans tous les magasins. BONS D'ACHAT DIFFÉRÉ ET SUBSTITUTIONS : Si un article annoncé n'est pas encore en magasin, nous vous offrons, si possible, un article de substitution ou un bon d'achat différé. Dans certains cas (achats spéciaux, articles achat-choix, articles en liquidation, primes à l'achat d'autres articles ou articles saisonniers), les quantités peuvent être limitées, le choix peut varier selon le magasin et on ne pourra peut-être pas vous proposer un article de substitution ou vous offrir un bon d'achat différé. ■ 1.31 Tous les prix indiqués sont ceux de Déco Découverte. Les prix sont en vigueur du vendredi 25 au dimanche 27 février 2011, à moins d'avis contraire.



Deux policiers surpris en flagrant délit de... sommeil

MARIE-ÈVE LAFONTAINE
LE NOUVELLISTE

TROIS-RIVIÈRES — Deux policiers de la Sûreté du Québec de la Mauricie ont été surpris en train de dormir dans leur voiture, hier matin, entre la sortie Saint-Maurice et Des Prairies, de l'autoroute 40. C'est un automobiliste, Maxime Carpentier, qui a surpris les agents en flagrant délit de sommeil. Il a immédiatement dégainé son cellulaire et filmé les deux hommes endormis qui sont maintenant passés à la postérité grâce à la magie de YouTube. Résultat: les deux agents font l'objet d'une enquête disciplinaire et le justicier au cellulaire a écopé d'une amende de 154\$ pour s'être arrêté dans un endroit interdit. C'est l'un des policiers qu'il a réveillés qui lui a remis la contravention!

« J'ai vu un véhicule vide sur l'autoroute. J'ai fait demi-tour plus loin et j'y suis retourné. J'ai vu les policiers qui dormaient. J'ai trouvé ça ridicule, vraiment pas fort. J'ai pris mon cellulaire et j'ai filmé », raconte M. Carpentier. Le résidant du secteur Cap-de-la-Madeleine a fait parvenir sa vidéo à la station de radio NRJ 102,3. Elle a rapidement atterri sur Facebook et sur YouTube.

La Sûreté du Québec est évidemment embarrassée par cette affaire. Un rapport explicatif va être demandé aux policiers impliqués dans cet événement. Les policiers concernés ont été informés qu'ils faisaient l'objet d'une enquête disciplinaire. Ils n'ont pas été suspendus.

Quant à Maxime Carpentier, il a l'intention de contester la contravention qu'il a reçue. Le lieutenant Stéphane Mailhot, directeur du poste autoroutier de la Mauricie, a indiqué que le procureur allait être mis au courant du contexte dans lequel le constat a été délivré « pour qu'il puisse prendre la décision appropriée ».

NOTRE VIDÉO

Sur cyberpresse.ca/sommeil Visionnez le reportage vidéo sur les deux policiers pris sur le fait de dormir dans leur voiture.

ACTUALITÉS



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE
Des travailleurs de la voirie de Longueuil ont réparé le chemin Chambly sur plus de 2 km, hier. Une opération saluée par les automobilistes, même si ceux-ci devaient faire un détour hier.

Opération nids-de-poule à Longueuil

HUGO MEUNIER

Le chemin Chambly semblait avoir été bombardé tellement les nids-de-poule défiguraient un tronçon important de la chaussée à Longueuil. Pour y remédier et répondre aux plaintes de plusieurs citoyens, la Ville a profité hier du redoux pour asphalter d'urgence deux kilomètres de cette artère principale de la Rive-Sud.

De nombreux cols bleus étaient à pied d'œuvre pour colmater les nombreux cratères hier matin. Ils étendaient de l'asphalte tiède, solution adaptée aux conditions hivernales. Les employés ont colmaté les trous, avant de réparer la chaussée. Cent tonnes d'asphalte devaient être utilisées pour cette opération, qui coûtera quelque 30 000 \$. Un réaménagement plus imposant de ce tronçon du chemin Chambly est prévu au printemps au coût de 3 millions de dollars.

Il s'agit d'une opération exceptionnelle en hiver, mais nécessaire selon la mairesse de Longueuil Caroline St-Hilaire, rencontrée sur place. « Hier soir, on a décidé d'intensifier nos travaux sur le chemin Chambly, entre la rue Deschamps et le boulevard Vauquelin. On a décidé de faire du pavage le plus vite possible, étant donné qu'on annonce un petit redoux cet après-midi et qu'il y aura une tempête de neige demain (aujourd'hui). Pour l'instant, c'est impraticable! », a résumé la mairesse. « Ça démontre à quel point nos infrastructures à Longueuil ont été négligées au cours des dernières années », a-t-elle ajouté.

La mairesse espère que l'opération donnera un peu de répit aux automobilistes, du moins pour quelque temps. « On ne pouvait pas ne rien faire, ne pas mettre un petit *plaster* pour au moins rendre la chaussée praticable », a souligné M^{me} St-Hilaire. Reste à voir, à l'aube d'une tempête, si les travaux vont résister au passage des déneigeuses.

Les quelques automobilistes interrogés hier ont pour leur part accueilli ces travaux comme une bénédiction.

« Il était temps, on ne sera plus obligé de faire du slalom sur le chemin Chambly », a lancé l'un d'eux.

La fermeture d'un tronçon du chemin Chambly a causé un important bouchon de circulation en matinée. Pour une fois, aucun automobiliste ne semblait s'en plaindre.

LE SUD DU QUÉBEC SOUS LA NEIGE

La tempête de neige qui devrait balayer le sud du Québec aujourd'hui forcera les habitants de plusieurs régions à ressortir leurs pelles. Ces intempéries sont le symptôme d'un important système dépressionnaire en provenance du nord des États-Unis, explique le météorologue René Héroux, d'Environnement Canada.

La neige tombera à Montréal, Laval, en Montérégie et surtout en Estrie. La tempête risque de s'étendre ensuite aux autres régions du Québec. Entre 10 et 15 centimètres de neige devraient recouvrir Montréal, alors que l'Estrie pourrait en recevoir 25 centimètres. Le vent devrait se mettre de la partie et donner des maux de tête aux automobilistes. Selon Environnement Canada, la neige combinée aux vents violents devrait réduire considérablement la visibilité routière. « Avec des vents de 60 km/h et avec le début de la semaine de relâche, on peut prévoir un impact sur la circulation. En tout cas, la table est mise », a ajouté M. Héroux. La tempête se déplacera ensuite vers l'est de la Gaspésie et de la Basse-Côte-Nord.

—Hugo Meunier

NOTRE VIDÉO > ASPHALTAGE

Sur cyberpresse.ca/longueuil

Visionnez la vidéo de Hugo Meunier et de Patrick Sanfaçon sur l'opération d'asphaltage d'urgence qui a eu lieu sur le chemin Chambly, hier.

NOUVEAU

Une belle peau, des tissus plus fermes...

Une recherche biomédicale effectuée en France sur la fermeté de la peau a donné des résultats surprenants: augmentation de la consistance et de la robustesse de la peau. Voici les tests d'efficacité éprouvés en clinique: accroissement du nombre de fibroblastes (+ 29 %) et augmentation de la synthèse d'ATP (+ 35 %). Stimulation de la contraction du réseau de collagène (+45%). Capacité à protéger des irradiations UV-B et effets modérateurs sur les érythèmes induits par les UV-R (par évaluation visuelle: 40%, par chromométrie: 32%).

Un aussi fort pourcentage de stimulations cutanées pour aider les peaux flasques et les peaux relâchées démontre les bienfaits du Cyto-Kinol pour votre peau.

La recherche a été effectuée avec trois micropiliers, la caséine hydrolysée, la levure protéinée hydrolysée et la lysine. Nous les avons nommés bio-amines sélectionnées.

Ces bio-amines sélectionnées sont **exclusives** à la crème Cyto-Kinol.

* **Travaux scientifiques, éprouvés en clinique, des Laboratoires Sérobiologiques de France sur les tests d'efficacité et les effets régénérateurs cutanés du CYTO-KINOL.**

Ingrédients récupérateurs cutanés du Cyto-Kinol INCI déposés sous: Cyto-Kinol, Bio-Amines sélectionnées, md. Cyto-Kinol: propriété intellectuelle de Cognis S.A. France Bio-Amines sélectionnées: marque déposée, Canada

Achetez un pot de CYTO-KINOL et recevez un 2^e tout à fait **GRATUITEMENT**



En vigueur du samedi 26 février au mardi 1er mars 2011 jusqu'à épuisement de l'inventaire

Disponible aux endroits suivants :

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1278, rue Jean-Talon est
Montréal (Québec) H2R 1W3
(514) 279-3709
www.johanneverdon.com

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
Centre Laval
1600, boul. Le Corbusier
Laval (Québec) H7S 1Y9
(450) 688-5455

Boutique Luc Mathieu
227, rue Principale ouest
Magog (Québec) J1X 2A8
(819) 868-3368

Vitavie au naturel
3333, boul. du Carrefour Promenade
Beauport (Québec) G1C 5R9
(418) 667-0070

Boutique Luc Mathieu
5455, boul. des Forges
Trois-Rivières (Québec) G8Y 5L5
(819) 378-7777

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
341-A, boul. Saint-Joseph
Gatineau (Québec) J8Y 3Z8
(819) 770-3645

Boutique Luc Mathieu
104, route du Président-Kennedy
Lévis (Québec) G6V 6C9
(418) 833-5933

Boutique Luc Mathieu
2522, rue King Ouest
Sherbrooke (Québec) J1J 2E8
(819) 823-3322

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
2750, chemin Ste-Foy (Plaza Laval)
Bureau 109, Ste-Foy (Québec) G1V 1V6
(418) 656-1266

Commandes postales pour les boutiques Luc Mathieu
ligne sans frais: 1-877-511-3368

Ferti 2000: commandes postales

Téléphone: (514) 272-1365
Ligne extérieure: 1-800-272-1365

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
145A, boul. des Promenades
St-Bruno (Québec) J3V 5K2
(450) 653-6009 (Promenades St-Bruno)

Lundi au vendredi
9h à 17h
Samedi et dimanche
8h30 à 17h

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
100, boul. Brien, Galeries Rive-Nord
Repentigny (Québec)
(450) 657-2032

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1128, boul. Saint-Joseph, Terrasse Des Lilas
Drummondville (Québec)
(819) 850-1705

L'ESSENCE À 1,33 \$ À MONTRÉAL



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

L'insurrection libyenne a fait bondir les prix de l'essence. Au Québec, le prix moyen du litre d'essence à la pompe était de 1,24 \$ hier soir. Dans la région de Montréal toutefois, le prix le plus fort a atteint 1,33 \$ hier, selon les données du site Essence Montréal. Le prix du baril de pétrole a connu la plus forte hausse observée au cours des deux dernières années mercredi, selon l'Agence France-Presse. — Anabelle Nicoud

ACTUALITÉS

Les procureurs-chefs convoqués à Québec

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales veut discuter des « événements des dernières semaines »

ANDRÉ NOËL
ET PAUL JOURNET

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), M^e Louis Dionne, a convoqué tous les procureurs-chefs et chefs adjoints de la province à une rencontre spéciale aujourd'hui à Québec, a appris *La Presse*. «La rencontre portera sur les événements des dernières semaines», a-t-on laconiquement confirmé au bureau de M^e Dionne.

Selon nos informations, aucun ordre du jour n'a été donné. La rencontre a pour but de motiver et de retenir les procureurs, démoralisés depuis leur retour forcé au travail mardi dernier. Certains songeraient à démissionner et à chercher un emploi au fédéral ou à la Défense. On craint des départs massifs.

Crise

Il sera aussi question de la crise que traverse l'institution du DPCP. M^e Dionne est resté muet durant tout le conflit. Mais les cadres, eux, ont dénoncé la loi spéciale. Au moins 31 des 48 procureurs-chefs et procureurs-chefs adjoints ont demandé par écrit de démissionner et redevenir ainsi de simples procureurs. M^e Dionne a refusé dans tous les cas.

L'Association des procureurs aux poursuites criminelles et pénales (APPCP) a perdu confiance en M^e Dionne. Elle a demandé sans succès sa démission.

Peu après avoir adopté la loi spéciale, le ministre de la



PHOTO IVANOHO DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

La rencontre spéciale d'aujourd'hui entre le Directeur des poursuites criminelles et pénales, M^e Louis Dionne, et les procureurs-chefs et chefs adjoints de la province a pour but de motiver et de retenir les procureurs, démoralisés depuis leur retour forcé au travail mardi dernier. Sur la photo, manifestation des procureurs de la Couronne le 14 février dernier devant le palais de justice de Montréal.

Justice, Jean-Marc Fournier, assurait qu'il était encore disposé à améliorer les conditions de travail des procureurs. Hier, il a répété qu'il continuerait de «travailler à améliorer les conditions de travail, notamment sur la rétention, sur l'attraction, sur les ressources, sur les moyens». Mais avant de s'asseoir avec le gouvernement, l'APPCP pose ses conditions: que le gouvernement retire sa loi spéciale. Elle n'a pas encore reçu d'invitation du gouvernement, indique sa porte-parole, M^e Julie-Maude Greffe.

Le lien de confiance brisé, affirme le bâtonnier

Par ailleurs, dans une lettre envoyée mercredi aux 23 000 membres du Barreau, le bâtonnier du Québec affirme que le lien de confiance entre le gouvernement et les avocats est brisé. «Si un doute persistait quant à la place réelle qu'occupe la justice au sein des préoccupations de l'État, nous avons reçu hier un message clair», a écrit M^e Gilles Ouimet.

«L'adoption d'une loi spéciale forçant le retour au travail des procureurs des poursuites

criminelles et pénales et des juristes de l'État brise le lien de confiance entre le gouvernement et ses avocats et démontre clairement l'importance relative que le gouvernement du Québec accorde à la justice.

«Comme si l'adoption d'une loi spéciale, mesure exceptionnelle et grave, n'était pas suffisante, le gouvernement force les procureurs et juristes à accepter des conditions de travail en deçà des dernières offres déposées. Un geste lourd de conséquences.»

En plus de dénoncer la loi spéciale, le bâtonnier affirme qu'un trop grand nombre de personnes démunies n'ont pas accès à la justice, en raison des critères d'admissibilité à l'aide juridique selon lui trop restrictifs.

«L'État doit valoriser les services juridiques, parce que ceux-ci sont essentiels au bon fonctionnement de notre société», écrit le bâtonnier. Avons-nous besoin de rappeler au gouvernement du Québec que la justice constitue un pilier essentiel de la démocratie?

«Si le gouvernement veut rebâtir les ponts qu'il a lui-même coupés et s'il est sincère dans son offre de négociation, il doit se mettre à table rapidement et tenter de trouver des solutions pour valoriser la justice.»

Réactions

Les dénonciations du bâtonnier s'ajoutent à celles de M^e Claude Chartrand, procureur en chef du Bureau de lutte au crime organisé (BLACO). «Ce n'est pas que le Bureau de lutte contre le crime organisé qui est en péril, mais bien toute l'institution du Directeur des poursuites pénales et criminelles», a déclaré il y a quelques jours M^e Chartrand, qui a annoncé sa démission en tant que procureur-chef du BLACO.

La nouvelle unité permanente anticorruption est aussi menacée. En guise de protestation, plus de 420 des 450 procureurs refusent présentement de poser leur candidature.

— Avec Caroline Touzin

Le gouvernement Charest ne mérite plus la confiance du Parlement, dit Marois

MARTIN OUELLET
LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Au lendemain du discours inaugural, l'opposition péquiste a appelé hier les parlementaires de l'Assemblée nationale à retirer leur confiance envers le gouvernement libéral.

La chef Pauline Marois a aussi réclamé la démission du ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, qu'elle tient responsable du climat de crise qui découle des négociations avec les procureurs de la Couronne. «Est-ce que le premier ministre est conscient que son ministre de la Justice a lamentablement échoué

dans son rôle de gardien de cette institution si fondamentale pour notre démocratie et qu'il n'a plus la crédibilité nécessaire pour redresser

griefs que la chef péquiste entretient à l'endroit du premier ministre. Loin de remettre le gouvernement sur les rails, le discours inaugural prononcé la

le contrôle sur leur destin. Je demande donc à cette Chambre d'agir conformément aux volontés du peuple québécois. J'invite tous mes collègues à retirer leur confiance à ce gouvernement», a-t-elle affirmé.

Le discours d'ouverture du premier ministre sera soumis au vote de la Chambre à la mi-mars, au terme des 25 heures réglementaires de débat. L'appel de la chef péquiste est tout à fait symbolique puisque les libéraux, majoritaires, vont se ranger derrière leur chef.

Aux yeux de la chef du PQ, le gouvernement Charest a dépassé depuis longtemps les limites de la décence en politique.

«Je demande donc à cette Chambre d'agir conformément aux volontés du peuple québécois. J'invite tous mes collègues à retirer leur confiance à ce gouvernement.» — Pauline Marois, chef du PQ

la situation?» a lancé M^{me} Marois, pendant la période de questions.

L'échec des négociations avec les procureurs n'est qu'un des nombreux

veille par M. Charest a plutôt confirmé, selon elle, que les libéraux n'ont plus rien à offrir.

«Les Québécois en ont assez, ils ne se laisseront plus tromper. Ils veulent reprendre

Pour son incapacité à contrôler ses dépenses, son refus de décréter un moratoire sur l'exploration du gaz de schiste et son obstination à ne pas déclencher une enquête publique sur les allégations de corruption, le gouvernement a atteint le point de rupture, selon elle.

De son côté, le chef de l'Action démocratique, Gérard Deltell, a perçu dans le discours inaugural «le début de la fin» du gouvernement libéral. Comme M^{me} Marois, le chef de l'ADQ pense que le discours du premier ministre est passé à côté de l'essentiel. «Le Québec est la cinquième nation la plus endettée au monde et que contient le discours inaugural pour combattre cette situation? Rien du tout. Nous sommes parmi les plus taxés en Amérique du Nord et que contient le discours inaugural pour combattre cette réalité? Rien du tout», a-t-il soulevé.

VOIR C'EST BIEN, SAVOIR C'EST MIEUX.

Vivez une expérience unique et intense en direct :

- Voyez les tout derniers modèles des grands manufacturiers et distributeurs. Motos, VTT, scooters, vêtements et accessoires.
- Admirez des motos « Customs », des motos antiques et des VTT modifiés.
- Assistez à des conférences et des séminaires spécialisés gratuits.
- Alimenter votre passion, découvrez les plus récentes innovations techniques, comparez vos options et planifiez votre prochaine saison.
- « Cette année au Salon de la Moto de Montréal, il sera possible pour les visiteurs d'acheter et de prendre physiquement possession d'un produit sur place. Les visiteurs qui voudraient conclure des transactions pourront le faire auprès des commerçants dûment enregistrés et autorisés par le Salon ».
- Pour femmes seulement! Conférences spéciales et prix de présence. Informations sur place.

ACADÉMIE DE PILOTAGE YAMAHA
 • Pilotez des motos au Salon!
 • Gratuit et exclusif aux enfants de 6 à 12 ans.
 • Inscription au kiosque Yamaha Moteur du Canada Ltée.

HORAIRE DE LA CLINIQUE DE SANG
 Vendredi : 14 h à 20 h 30
 Samedi : 10 h à 17 h
 Dimanche : 10 h à 16 h

Participez au Symposium Sécurité Moto «La Capitale assurances générales». Séminaires exclusifs en collaboration avec la Fondation Promocycle. Inscription obligatoire. www.symposiumsecuritemoto.com pour les détails.

PROMOCYCLE
 La Capitale

25, 26 et 27 février 2011
 Palais des congrès de Montréal

Vendredi – 12 h à 22 h
 Samedi – 10 h à 21 h
 Dimanche – 10 h à 17 h

ADMISSION 13,50 \$ (Taxes incluses)

Une collaboration média de : CKOI 95.0 FM, CKAC 970 AM, 98.5 FM, TVA

Une proposition de présentation de : MIEUX, COHYCVHR, ExpoMAX Canada Inc.

www.salonmotomontreal.com

Vêtements sport 14+ www.sportiveplus.com

NOUS PAYONS LES TAXES
 du 1er au 5 Mars.

sportiveplus facebook

Fabriqué au Québec

Ouvert du mardi au samedi

5259, St-Laurent, Montréal 514.272.8791
 474, av. Victoria, St-Lambert 450.812.6987

Entrepôt Sportive Plus
 297 Cité des Jeunes, St-Clet 450.456.3530

NOUVELLE ADRESSE 1962 Boul. Le Corbusier Laval (dès le 1er Mars)

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2011-02-24

Jeux Payés! 01 02 17 20 22 27 23 compl.

banco 01 04 08 10 11 21 24 25 26 29 30 31 32 34 50 58 59 62 63 68

Quotidien 3 467 06 07
 4 6455 24 26 28

TripleX

Astro Jour - Mois - Année - Signe
 01 JANVIER 22 SAGITTAIRE

Extra 9529866

Lotto MAX CE SOIR, 50 MILLIONS \$ + 7* LOTS DE 1 MILLION \$ (APPROX.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

EN BREF

La loi sur les mines remise

Le projet de loi sur les mines est mis sur la glace. Le gouvernement Charest ne l'a pas rappelé pour la nouvelle session parlementaire, inaugurée cette semaine. «On ne l'abandonne pas, il est seulement reporté», affirme le ministre délégué aux Ressources naturelles, Serge Simard. Il assure que le projet de loi 179 sera présenté de nouveau, sans modifications. Mais il est incapable de dire quand. Pourquoi le reporter? «Il n'y a pas de place en ce moment en commission parlementaire, il y a d'autres projets de loi», justifie-t-il. Le ministre Simard accuse le PQ d'avoir fait un «blocage systématique» au cours de l'étude du projet de loi en commission parlementaire l'année dernière. «Ils n'arrêtaient pas de faire des liens avec le gaz de schiste», dit-il. En fait, la majorité des 78 mémoires présentés en commission parlementaire critiquaient le projet de loi. Le PQ salue quand même les grandes lignes d'une mesure du projet de loi 179: exiger que les entreprises paient en cinq ans la totalité des coûts pour remettre en état les terrains miniers. La loi actuelle leur demande d'en payer 70%, et dans des délais plus longs. De plus, cette loi n'est pas toujours appliquée, a dénoncé le vérificateur général du Québec en avril 2009. Le PQ et la Coalition pour que le Québec ait meilleure mine demandent au ministre Simard d'adopter la nouvelle mesure immédiatement par décret ministériel, sans attendre la loi.

— Paul Journet

Consortiums en lice pour la construction du CHUM

Le PQ flaire de la collusion

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le Parti québécois soupçonne une collusion entre les consortiums en lice pour les contrats de construction du nouveau CHUM et de son centre de recherche. Le gouvernement Charest rétorque que l'opposition n'a pas « l'ombre d'une preuve » de ce qu'elle allègue.

À l'Assemblée nationale hier, la députée Agnès Maltais a rappelé que l'un des deux consortiums – Axor-Dalkia – s'était désisté à la toute fin du processus, l'an dernier, dans le cas du projet de construction du centre de recherche, « laissant la voie libre à l'autre », Accès Recherche CHUM.

Et « pour le CHUM, c'est l'inverse », a-t-elle ajouté. *Le Devoir* a révélé cette semaine que l'un des deux consortiums pour la construction du nouveau CHUM, Accès Santé CHUM – qui regroupe entre autres les mêmes entreprises québécoises qu'Accès Recherche CHUM –, a été disqualifié parce que sa proposition financière défonçait le cadre budgétaire, fixé à 2 milliards de dollars. Il ne reste plus qu'Innisfree-OHL-Dalkia en lice. C'est le soumissionnaire gagnant qui sera confirmé aujourd'hui par le gouvernement.

« Non seulement il n'y a plus aucune concurrence qui joue, mais on est devant une situation troublante qui nous amène



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

L'industrie de la construction continue de faire jaser à l'Assemblée nationale. Cette fois, c'est le chantier du CHUM qui alimente les discussions entre péquistes et libéraux.

à soupçonner qu'il y a eu collusion. Tout le monde au Québec comprend que s'il y a eu 400 rencontres où les deux consortiums se sont parlé et qu'à la fin, la manne est séparée, chacun s'est retiré au bénéfice de l'autre », a dit M^{me} Maltais.

« À la fin, les deux consortiums gagnent chacun une part du plus gros contrat de l'histoire du Québec. Les deux consortiums gagnent, tous les contribuables perdent »,

a-t-elle ajouté, demandant au gouvernement des garanties qu'il n'y a pas eu collusion.

Allégations réfutées

La présidente du Conseil du Trésor, Michelle Courchesne, n'a pas voulu confirmer que l'un des deux consortiums en lice pour la construction du nouveau CHUM a présenté une proposition financière non conforme. Mais contrairement au projet du Centre de recherche, il n'y a pas désistement, a-t-elle noté,

déplorant que la députée Maltais laisse entendre le contraire.

« Cent soixante personnes, de façon extrêmement rigoureuse, ont fait l'analyse technique des deux propositions. Depuis le 31 janvier, un processus est en cours sur l'analyse financière des deux propositions présentées par les consortiums », a affirmé M^{me} Courchesne.

Elle a ajouté qu'un vérificateur indépendant a remis au conseil d'administration du CHUM un rapport dans lequel il indique

que « le processus de soumission a été effectué de façon équitable et transparente, dans le respect des règles de confidentialité et de concurrence ».

Selon ce rapport, que *La Presse* a obtenu, les autorités publiques ont agi pour assurer l'existence d'une « saine concurrence ». Le vérificateur note que les autorités publiques ont organisé des ateliers d'information bilatéraux; donc les soumissionnaires n'étaient pas ensemble à ces rencontres, comme l'a affirmé M^{me} Maltais.

Chez les libéraux, on note également que la composition des consortiums diffère. D'une part, la société Axor, l'un des membres importants du consortium qui a obtenu le contrat du centre de recherche, ne fait plus partie du consortium en lice pour le contrat du nouveau CHUM. D'autre part, Innisfree et OHL ne font pas partie du consortium qui a décroché le contrat du centre de recherche.

Pour Michelle Courchesne, « les propos de la députée ont de graves conséquences », dans la mesure où la plupart des entreprises concernées sont cotées en Bourse. Et du reste, « pensez-vous, M. le président, que des entreprises cotées en Bourse prendraient de tels risques et se conformeraient à ce que dit la députée de Taschereau? »

Agnès Maltais a répliqué que le gouvernement est « en train de cautionner ce qui ressemble à de la collusion ».

Legault à la tête d'un gouvernement minoritaire?

Selon un sondage, en fusionnant avec l'ADQ, un parti piloté par l'ancien péquiste remporterait 37% des suffrages

DENIS LESSARD

L'intérêt des Québécois pour la démarche de François Legault s'est accru depuis la publication de son manifeste lundi. En fusionnant avec l'ADQ, un nouveau parti piloté par l'ancien péquiste aurait remporté des élections générales, si ces dernières s'étaient déroulées cette semaine.

Mais comme en 2007, quand le parti de Mario Dumont était devenu l'opposition officielle, le Québec aurait porté au pouvoir un gouvernement minoritaire.

C'est ce qu'indique un récent sondage réalisé par Léger Marketing, pour le compte du groupe de M. Legault et dont *La Presse* a obtenu les résultats en partie. L'enquête compilée de mardi à hier midi, auprès de



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Un parti regroupant François Legault et les forces adéquistes récolterait 37% des suffrages, comparativement à 25% pour le PQ et 23% pour le PLQ.

917 internautes, montre qu'un parti s'articulant autour de François Legault et regroupant les forces adéquistes, aurait récolté 37% des suffrages,

comparativement à 25% pour le Parti québécois et 23% pour le Parti libéral du Québec.

À la question « si un nouveau parti politique nationaliste

et de centre droit regroupant l'ADQ et dirigé par François Legault existait, pour laquelle des formations politiques existantes voteriez-vous? », les électeurs penchent clairement du côté de l'ancien ministre péquiste, après répartition des 17% d'indécis et de ceux ayant refusé de répondre.

Chez Léger Marketing, on a confirmé hier à *La Presse* l'authenticité de l'enquête. Cette question s'inscrivait dans un sondage plus large où la coalition testait la population sur une série de thèmes, confie-t-on.

Ces résultats laissent entrevoir un gouvernement minoritaire, explique-t-on. Bien sûr, tout est échafaudé sur une série d'hypothèses, il n'y a pas de nouveau parti et l'ADQ n'a pas l'intention de se rallier derrière François Legault pour l'instant,

mais les résultats permettent d'apprécier la force d'attraction d'un nouveau visage.

Un impact sur le PQ

Ce sondage internet ne comporte pas de marge d'erreur – l'échantillonnage est un groupe pré-identifié et n'est donc pas choisi au hasard. On constate que 42% des électeurs qui appuieraient la nouvelle formation ont voté pour le Oui au dernier référendum. Le parti de M. Legault serait à égalité avec les libéraux dans l'île de Montréal et clairement en avance sur les autres partis dans la région de Québec.

C'est dans l'électorat péquiste que François Legault fait recette. Un sondage Léger Marketing commandé par la même maison et réalisé en fin de semaine dernière montrait avant la publication de son manifeste que M. Legault aurait 30% d'appui dans l'opinion publique. Avec l'apparition d'un nouveau parti, le PQ perdrait 10 points, de 34 à 24%. L'ADQ perdrait 6 points, de 15 à 9%, et le PLQ 5, à 24%. Par strate d'âge, le sondage de cette semaine indique que le parti de M. Legault marquerait des points auprès des 25-54 ans, et surtout chez les hommes. Les jeunes resteraient majoritairement derrière le Parti québécois, à 40% contre 23% pour un éventuel parti de centre droit.



Augmenter
les prestations
sociales :
pour ou contre ?

CE SOIR 20 h
HUIS CLOS

AVEC CLAIRE LAMARCHE

OFFRIR 900 \$ PAR MOIS À TOUS LES ASSISTÉS SOCIAUX, APTES OU NON AU TRAVAIL : EST-CE UNE SOLUTION À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ?

ENTRE AUTRES INVITÉS : FRANÇOISE DAVID, PORTE-PAROLE DE QUÉBEC SOLIDAIRE



Télé-Québec
L'AUTRE TÉLÉ

telequebec.tv

POLITIQUE

Sondage CROP-La Presse sur les intentions de vote au fédéral

Les Québécois appuieraient une coalition

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Les Québécois voient d'un mauvais œil l'idée que les conservateurs de Stephen Harper puissent former un gouvernement majoritaire un jour. Par contre, une majorité d'entre eux approuve l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de coalition formé par le Parti libéral et le NPD et soutenu par le Bloc québécois.

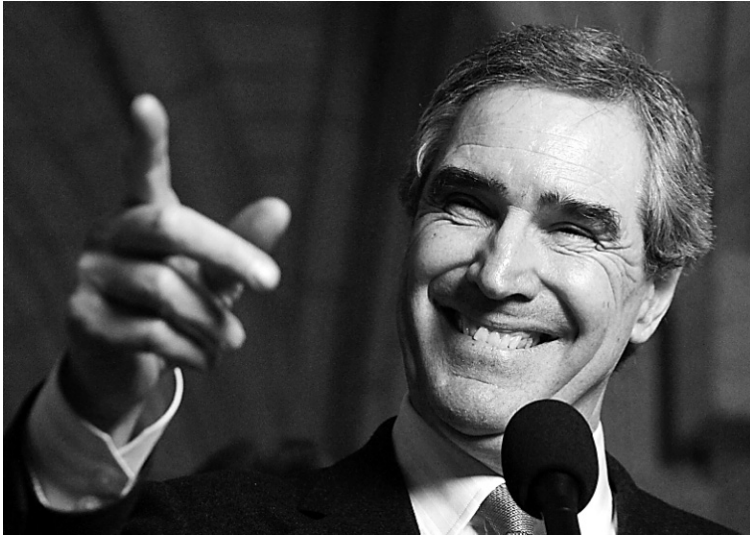
Un sondage CROP-La Presse réalisé du 16 au 21 février derniers permet d'évaluer le climat politique qui règne au Québec sur la scène fédérale au moment où les partis de l'opposition menacent de renverser le gouvernement Harper aux Communes en rejetant le prochain budget. Un tel front commun du Parti libéral, du Bloc québécois et du NPD provoquerait des élections générales au printemps.

Récemment, les troupes souverainistes de Gilles Duceppe ont relancé l'idée d'une coalition à Ottawa en inscrivant dans le programme électoral du parti que «le Bloc québécois se réserve la possibilité de soutenir une coalition de partis politiques» si un autre gouvernement minoritaire est élu.

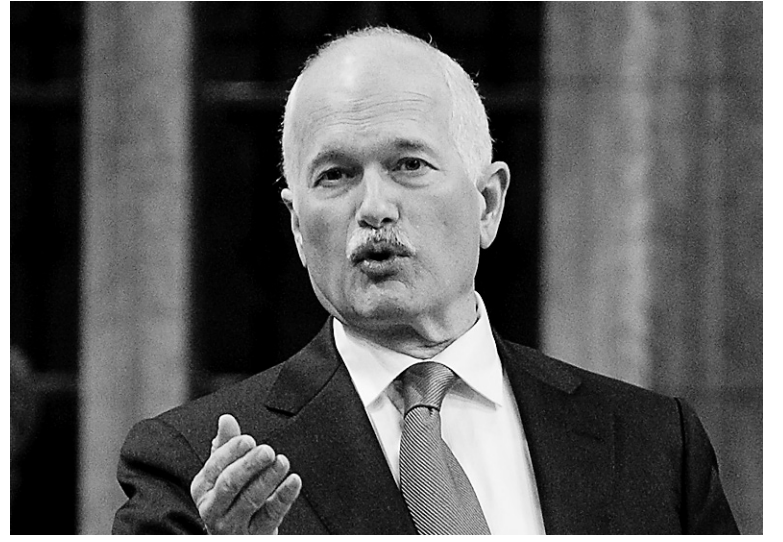
Or, selon CROP, une majorité de Québécois — 61% — est très favorable (14%) ou plutôt favorable (47%) à ce qu'une coalition formée par le Parti libéral et le NPD, soutenue par le Bloc québécois, prenne les rênes du pouvoir à Ottawa. Seulement 39% des répondants rejettent cette option (25% plutôt opposés et 14% très opposés).

Une perspective inquiétante

Si les Québécois, dans une proportion de 41%, croient que les conservateurs formeront à nouveau un gouvernement minoritaire à l'issue des prochaines élections, un



Une majorité de Québécois — 61% — est très favorable (14%) ou plutôt favorable (47%) à ce qu'une coalition formée par le Parti libéral de Michael Ignatieff et le NPD de Jack Layton, soutenue par le Bloc québécois, prenne les rênes du pouvoir à Ottawa.



PHOTOS FRED CHARTRAND ET SEAN KILPATRICK. ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

nombre important des répondants (67%) jugent inquiétante l'éventualité de l'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire. Seulement 33% des personnes interrogées disent que cela les inquiète peu ou pas du tout.

«Un gouvernement majoritaire conservateur n'est pas une éventualité qui est souhaitable pour une majorité de Québécois», affirme Youri Rivest, vice-président de CROP. «Mais les gens sont très à l'aise avec l'idée d'une coalition, en particulier chez les électeurs qui appuient le Bloc, le Parti libéral et le NPD.»

En 2008, le Parti libéral, alors dirigé par Stéphane Dion, avait conclu un accord avec le NPD pour former un gouvernement de coalition appuyé par le Bloc québécois pendant une période d'au moins 18 mois. Les partis de l'opposition avaient décidé d'unir leurs forces après que le ministre des Finances, Jim Flaherty, eut annoncé son intention d'abolir les subventions versées par l'État

aux partis politiques. Cette manœuvre, qui a provoqué une véritable crise politique à Ottawa, aurait eu pour effet d'étrangler financièrement les partis de l'opposition, en particulier le Parti libéral.

Stephen Harper avait été contraint de proroger les travaux de la Chambre des communes pour éviter la tenue d'un vote sur une motion de censure qui aurait provoqué la chute de son gouvernement. À l'époque, l'idée d'une coalition pour renverser les conservateurs était populaire au Québec, mais elle était rejetée par une forte majorité des autres Canadiens.

Le Bloc au sommet, les libéraux s'enfoncent

Le sondage CROP-La Presse confirme par ailleurs que le Bloc québécois reste la formation politique la plus populaire auprès des électeurs au Québec. Si des élections avaient lieu aujourd'hui, le Bloc québécois aurait récolté 42% des voix, loin devant le Parti conservateur qui aurait

obtenu 20%. Le Parti libéral et le NPD auraient récolté chacun 16% des appuis et le Parti vert seulement 6%.

Dans la région de Québec, bastion des troupes de Stephen Harper depuis son arrivée au pouvoir en 2006, le Parti conservateur est en tête avec 37% malgré la controverse entourant le refus d'Ottawa d'investir dans l'amphithéâtre multifonctionnel du maire Régis Labeaume. Le Bloc québécois suit de près avec 34% et le NPD arrive troisième avec 18%. Le Parti libéral, pour sa part, récolte un maigre résultat de 8%.

Autre mauvaise nouvelle pour les libéraux de Michael Ignatieff, ils n'obtiennent que 10% des appuis chez les francophones, loin derrière le Bloc québécois (51%). Le Parti conservateur arrive bon deuxième avec 17% chez les francophones et le NPD est troisième avec 16%.

Pis encore, seulement 6% des Québécois estiment que Michael Ignatieff est le meilleur chef pour occuper le poste de premier ministre.

À cet égard, Jack Layton arrive premier (17%) et Stephen Harper, deuxième avec 16%. Même le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, qui ne peut être élu au poste de premier ministre, obtient un meilleur score que Michael Ignatieff, soit 16%, le même score que Stephen Harper.

Pour Youri Rivest, le Parti libéral du Canada n'a pas encore réussi à se démarquer véritablement du Parti conservateur sous l'égide de Michael Ignatieff.

«Les gens ne comprennent pas non plus quelle est la différence entre le Parti libéral et le Parti conservateur et ce qu'amènerait de différent le Parti libéral. La marque libérale est devenue un peu floue. Dans le temps de Jean Chrétien, l'image du Parti libéral était claire. Et à 10% chez les francophones, un parti politique commence vraiment à se marginaliser. Dans les circonscriptions francophones, cela va être très difficile pour les libéraux», a affirmé M. Rivest.

— Avec Hugo de Grandpré

24-27 FÉVRIER
STADE OLYMPIQUE

DEJÀ DES MILLIERS DE VISITEURS

Salon Habitat
VILLE & BANLIEUE

duProprio

En collaboration avec
HABITATIONS ANDRETAILLON
Ville de Saint-Rémi
DESIGNS D'IMPOND.COM

ACHAT DE MAISONS
Condos • Unifamiliales • Multiplex
Plus d'une centaine de projets immobiliers et
10 000 unités d'habitation à vendre au Stade!

LA MAISON VELETTE
À VISITER
LES MAISONS
Aloquette
DEPUIS 1971

ATTRACTIONS ET ACTIVITÉS SPÉCIALES

- > 4 maisons modèles à visiter
- > Conférences et consultations juridiques gratuites sur la copropriété
- > Conférences sur l'immobilier simplifié avec DuProprio
- > Pavillon de l'autoconstruction
- > Pavillon Faberhaus - Espace nature contemporain
- > Maison d'invités - Repaires
- > Défilé de mode Pilote & Filles
- > Centre de santé maison - Aqualis
- > À gagner : Spyder et Quad!
- Concours La Capitale assurances générales, (inscription sur salonhabitat.ca/lacapitale)

TOUT POUR VOS PROJETS DE RÉNOVATION ET DÉCORATION
Cuisines • Salles de bain • Sous-sol

- > 350 exposants vous présentent leurs produits et services pour construire et rénover votre maison!
- > Venez rencontrer nos experts et découvrir les dernières tendances en décoration. Ne manquez pas les vitrines déco Chez soi au Salon!

salonhabitat.ca

Heures d'ouverture : Jeudi 24 février : 12 h - 20 h, Vendredi 25 février : 10 h - 21 h, Samedi 26 février : 10 h - 21 h, Dimanche 27 février : 10 h - 17 h

QUORUM
Sancon
faberhaus
Aqualis
condo Legal.com
L'ÉCRÉPÉ
Aqualis

EN BREF

Tournée de promotion ou « tapis rouge électoral » ?

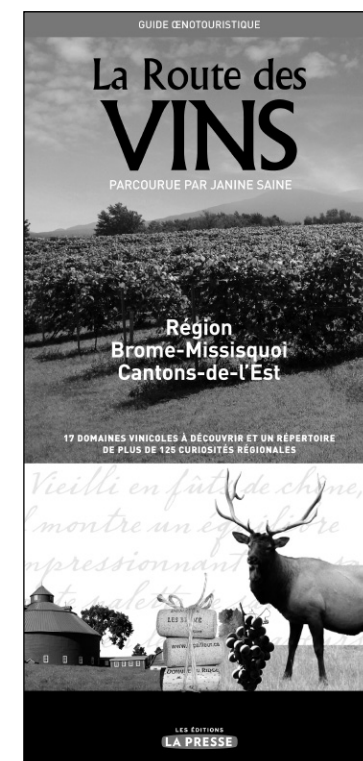
Les troupes de Stephen Harper ont fait des apparitions un peu partout au pays, dans le cadre d'une tournée de promotion du Plan d'action économique qualifiée de « tapis rouge électoral » par l'opposition. Des ministres, sénateurs et députés ont pris le pays d'assaut avec une série de 80 événements organisés d'un océan à l'autre, presque tous en lien avec le

programme de relance économique, mettant un terme à trois journées consécutives d'annonces totalisant 250 millions. Les projets financés par le programme doivent être achevés au plus tard à la fin de mars. Un porte-parole du premier ministre, Andrew MacDougall, a expliqué que les événements d'hier visaient à démontrer ce que le gouvernement a accompli avec le programme de relance économique. Pour les partis de l'opposition, il s'agit plutôt d'une tournée préélectorale financée par les contribuables.

— La Presse Canadienne

LA SUPERGRILLE DU MOIS

LA PRESSE



Meilleur livre sur les Vins du Nouveau Monde, pour le Canada en français.
(selon le Gourmand World Cookbook Awards 2010)

EN FÉVRIER

Cinquante personnes gagneront ce livre et un sac réutilisable



LES ÉDITIONS
LA PRESSE

À NE PAS MANQUER
SAMEDI

• PISCINES CREUSÉES et HORS TERRE • MEUBLES • SPAS • SAUNAS • ACCESSOIRES •

LE DÉSTOCKAGE MASSIF TREVI

SE POURSUIT!

AUCUN PAIEMENT, AUCUN INTÉRÊT AVANT 2012
Sur nos modèles TreviFlex et TreviFuzion. Détails en succursales.

PRIX DÉSTOCKAGE MASSIF
12 999\$
ou **99\$*** par mois

PISCINE CREUSÉE 24'
TREVI CLASSIC^{MC}

LIVRAISON, EXCAVATION, INSTALLATION ET TROTTOIR
4 999\$
RÉGULIER 9 999\$

12 MILLIONS D'INVENTAIRE

À LIQUIDER DE NOTRE NOUVELLE USINE DE FABRICATION

À DES PRIX JAMAIS VUS!

PRIX DÉSTOCKAGE MASSIF
1 499\$
1000\$ de rabais

WOW! LIVRÉE, TOUTE ÉQUIPÉE

PISCINE HORS TERRE 21'
TREVI Alpha
LIVRÉE ET ÉQUIPÉE, INSTALLATION EN SUS

MOBILIER DE JARDIN

JUSQU'À

50%

DE RABAIS

SUR TOUS NOS MODÈLES DE PLANCHER.

11 SEULEMENT EN INVENTAIRE

PAYEZ ET EMPORTEZ!

PRIX DÉSTOCKAGE MASSIF
3 999\$

53 JETS RÉGLABLES

SPA TRÉVI DREAM
• 82" X 82" X 36" • 6 places
• Lumières DEL de luxe
• 2 pompes de 5 bhp • Chute d'eau
• Système à l'ozone • Stéréo (option)

26 SEULEMENT EN INVENTAIRE

PRIX DÉSTOCKAGE MASSIF
4 999\$
ou **59\$*** par mois

53 JETS RÉGLABLES

SPA TRÉVI LIBERTÉ
• 92" X 92" X 36" • 6 places
• Éclairage DEL de luxe
• 2 pompes de 5 bhp • Chute d'eau
• Système à l'ozone • Stéréo (option)

22 SEULEMENT EN INVENTAIRE

PRIX DÉSTOCKAGE MASSIF
6 999\$
ou **83\$*** par mois

58 JETS RÉGLABLES

SPA TRÉVI IN-BREEZE
• 92" X 92" X 36" • 6 places • Jets réglables, dont : jets Vortex, jets Tuina, jets Shiatsu séquentiels, jets de pieds de type Master
• Éclairage DEL de luxe • 2 pompes de 7 bhp
• 3 chutes d'eau illuminées • Système à l'ozone
• Balnéothérapie • Stéréo (option)

Profitez de notre **VENTE DE DÉSTOCKAGE MASSIF** dès maintenant!

Laval 515, boul. Curé-Labelle (angle Dagenais) | **Blainville** 11, boul. De la Seigneurie O. | **Boucherville** 1235, rue Ampère | **West Island** 1850, boul. Hymus

UN SEUL NUMÉRO POUR NOUS JOINDRE **514 22-TREVI** (87384)

HEURES D'OUVERTURE : Samedi : 9 h à 17 h • Dimanche : 10 h à 17 h • Lundi au mercredi : 10 h à 18 h • Jeudi et vendredi : 10 à 21 h

*DÉTAILLANTS : **Châteauguay** | 450 698-2210 | 115, boul. St-Jean-Baptiste | **Joliette** | 450 759-8110 | 303, boul. Antonio-Barrette | **Sainte-Agathe** | 819 326-5154 | 70, boul. Morin | **Trois-Rivières** | 819 376-7711 | 2405, rue Bellefeuille

Toutes les offres sont valides du pour un temps limité seulement et ne peuvent jumelés ou appliqués à d'autres offres précédentes ou en cours. L'inventaire peut également varier selon les succursales. Certaines offres peuvent prendre fin en tout temps ou peuvent ne pas être disponibles dans toutes les succursales. * La mensualité est basée sur un taux variable de 5,75 % et amortie sur une période de 180 mois, un dépôt de 1 700 \$ ainsi que la portion équivalente aux taxes seront exigés lors de la signature du contrat. ** La mensualité est basée sur un taux variable de 6,25 % et amortie sur une période de 120 mois, la portion équivalente aux taxes sera exigée lors de la signature du contrat. Malgré notre vigilance, des erreurs ont pu se glisser. Si tel était le cas, les correctifs seront affichés en magasin. La livraison est applicable dans un rayon de 50 km des supermagasins. Tous les détails en succursales.

VOYEZ TOUS NOS SPÉCIAUX SUR **TREVI.CA**



RÉBELLION EN LIBYE



Le ministre des Affaires étrangères Lawrence Cannon, hier à Rome.

PHOTO ISABELLA BONOTTO, AP

La volte-face du Canada

Samedi 19 février

Première réaction officielle du ministre canadien des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, concernant les attaques violentes en Libye, qui durent déjà depuis quelques jours: Le Canada est «préoccupé», déplore «les pertes de vie» et appelle à la fin de la violence.

Lundi 21 février

Le ministre Cannon déclare que le Canada n'entend pas pour l'instant évacuer les Canadiens qui se trouvent en Libye, arguant que l'aéroport international de Tripoli permet toujours les vols commerciaux.

RESSORTISSANTS CANADIENS

Évacuation dans le chaos

Est.	Flight	From	Comment
14:52	LH232	Frankfurt	T3
15:31	LH1844	Munich	T3
16:10	U2926	Palermo	T3
15:59	SK681	Copenhague	T3
15:19	6F410	Skopje	T3
16:07	LH234	Frankfurt	T3
15:14	U24996	Amsterdam	T3
14:43	U25255	London Lgw	T3
14:57	AZ801	Algiers	T3
15:16	VY6032	Madrid	T3
15:15	AZ869	Tripoli	T3 Cancellato
16:20	KU165	Kuwait	T3
15:17	U24978	Lisbon	T3
15:26	LO313	Warszawa	T3
15:46	IB3674	Madrid	T3
15:52	4U2884	Stuttgart	T3
15:43	AT940	Casablanca	T3
15:45	DY1858	Bergen	T3
16:13	U2944	Lamezia Term	T3
16:30	AZ203	London	T3



À l'aéroport international de Rome, un homme observe le tableau des arrivées qui annonce l'annulation d'un vol en provenance de Tripoli.

PHOTO GIAMPIERO SPOSITO, REUTERS

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — N'entre pas qui veut en Libye. Le gouvernement canadien l'a appris à ses dépens lorsqu'il a échoué, hier, à envoyer un avion nolisé à Tripoli pour évacuer ses ressortissants du pays en crise.

Pour pallier ce retard dans l'évacuation des Canadiens de la Libye, Ottawa a mis toute la gomme en après-midi: vol nolisé à partir de la Jordanie, appareil militaire C-17 détourné d'Allemagne, ententes avec d'autres pays alliés; même l'avion du gouverneur général a été réquisitionné pour être envoyé au besoin dans la capitale libyenne.

En matinée, le premier vol prévu pour évacuer les ressortissants canadiens a finalement été annulé à la dernière minute, alors que des dizaines de Canadiens s'étaient rendus, en vain, à l'aéroport de Tripoli. En raison de la dégradation de la situation sécuritaire, l'avion de la compagnie Skyline, nolisé par Ottawa, n'a pu obtenir les autorisations nécessaires pour se rendre en Libye.

Les autorités canadiennes ont ensuite mis une partie de la journée à développer un «plan B», jugeant que la situation devenait de plus en plus urgente.

De passage en Italie, où il devait accueillir les premiers Canadiens évacués à bord du premier avion qui ne s'est finalement jamais rendu à Tripoli, le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a souligné en soirée avoir pris «tous les moyens possibles» pour accélérer le processus, exhortant «fermement tous les Canadiens à quitter le pays».

Dans une conférence de presse annoncée à la dernière minute sur Twitter, non télédiffusée et qu'il était impossible d'écouter par téléphone, il a indiqué que près de 200 Canadiens avaient déjà été évacués ou étaient «sur le point de l'être», grâce à des ententes d'entraide avec d'autres pays, qui eux ont pu faire atterrir des avions ou accoster des navires dans les ports libyens.

Selon les chiffres approximatifs du ministère des Affaires étrangères, 36 Canadiens auraient pris un vol nolisé par l'Espagne en direction de Madrid, 74 seraient partis vers

Londres grâce au gouvernement britannique et 16 ressortissants se seraient envolés vers Malte, en plus des 26 personnes embarquées à bord d'un navire américain se dirigeant vers le petit État insulaire.

Ainsi, «presque tous les Canadiens qui attendaient à l'aéroport de Tripoli» ont pu être évacués au cours de la journée, a dit le ministre Cannon.

Ottawa a annoncé en après-midi l'envoi d'un avion militaire C-17, de même qu'un avion nolisé parti d'Amman, en Jordanie. Mais au moment de mettre sous presse, ni un ni l'autre n'avaient encore atteint la Libye. L'avion canadien qui devait transporter le gouverneur général David Johnston

Hier soir, le ministère comptait 352 Canadiens qui s'étaient inscrits auprès des services consulaires, 247 d'entre eux ayant fait savoir qu'ils souhaitaient quitter la Libye.

pour une visite au Koweït, aujourd'hui, a aussi été «mis en attente».

D'autres ressortissants

En fin de soirée, le ministère comptait 352 Canadiens qui s'étaient inscrits auprès des services consulaires, 247 d'entre eux ayant fait savoir qu'ils souhaitaient quitter la Libye. Il pourrait toutefois se trouver quelques centaines d'autres ressortissants canadiens dans le pays.

En mi-journée, le gouvernement britannique s'est excusé auprès de ses citoyens pour la lenteur des évacuations.

Du côté canadien, alors que les partis de l'opposition commencent à critiquer la lenteur de la réaction d'Ottawa, on rétorque que les représentants du gouvernement travaillent sans relâche pour s'assurer que les Canadiens soient évacués de façon sécuritaire «par tous les moyens possibles», a dit l'attachée de presse du ministre Cannon, Lynn Meahan.



Cette photo prise mercredi et diffusée hier montre une horde de gens à l'aéroport de Tripoli. L'attente a été particulièrement longue pour les ressortissants canadiens. En matinée, le premier vol prévu pour évacuer les ressortissants canadiens a finalement été annulé à la dernière minute.

PHOTO AP

Le cafouillage



AGNÈS GRUDA
CHRONIQUE

La révolte populaire qui a éclaté dans l'est de la Libye, la semaine dernière, a atteint Tripoli dimanche. Ce même jour, le fils du colonel Kadhafi, Saïf al-Islam, a adressé à son peuple un discours à faire dresser les cheveux sur la tête. Si la rébellion ne s'arrête pas, a-t-il averti, «des rivières de sang» couleront dans le pays.

Il ne fallait pas être particulièrement malin pour en déduire que la crise libyenne risquait de dégénérer. Pourtant, le lendemain, Ottawa n'avait toujours pas la moindre intention de rapatrier les quelques centaines de Canadiens coincés en Libye. Et il a fallu attendre une journée de plus avant que le gouvernement canadien ne se décide à mettre en place son plan d'évacuation.

Une journée, ce n'est pas beaucoup. Mais en situation d'urgence, ça peut aussi faire toute la différence. Chaque jour, la capitale libyenne s'est enfoncée davantage dans l'horreur et le chaos. La ville est fermée aux médias et coupée du monde. Les témoignages de ceux qui ont réussi à la fuir confirment, hélas, que Saïf al-Islam

des solutions de rechange. La majorité des Canadiens qui attendaient à l'aéroport de la capitale ont finalement pu être répartis dans des appareils

n'avait pas lancé ses menaces en l'air.

Hier, plusieurs compagnies aériennes ont décidé de ne plus atterrir à Tripoli, pour des raisons de sécurité. L'avion nolisé qui devait ramener une centaine de Canadiens n'a pas pu se poser lui non plus, faute d'assurances. Pendant toute la journée, Ottawa a cherché

Lors d'un arrêt à Rome, le ministre Lawrence Cannon s'est contenté de publier une déclaration pour faire le point sur la situation et exhorter ses compatriotes à quitter la Libye. Fort bien, mais comment?

des solutions de rechange. La majorité des Canadiens qui attendaient à l'aéroport de la capitale ont finalement pu être répartis dans des appareils

affrétés par d'autres pays. On imagine les heures d'angoisse et d'incertitude qu'ils ont dû vivre dans un aéroport bondé de voyageurs au bord de la panique. Un avion militaire canadien pourrait aussi arriver à Tripoli aujourd'hui – si les autorités libyennes le laissent atterrir, il va de soi.

D'autres pays ont été plus rapides à rapatrier leur monde. La Turquie, par exemple, a dépêché deux navires pour ramener 3000 de ses citoyens dès mercredi. Idem pour la Grande-Bretagne, qui a pu organiser deux vols de Tripoli,

l'un mercredi, l'autre hier. Ce qui n'a pas empêché le premier ministre David Cameron de se confondre en excuses pour la lenteur avec laquelle son gouvernement a rapatrié ses compatriotes. Il s'est dit désolé pour ce retard, a assuré qu'il en tirerait des leçons et a même promis une enquête pour faire la lumière sur ce retard.

C'est tout un contraste avec l'attitude d'Ottawa, qui a pourtant traîné les pieds autrement plus longtemps. Or, hier, le ministre Lawrence Cannon n'avait pas d'excuses à offrir aux Canadiens. Lors d'un arrêt à Rome, il s'est contenté de publier une déclaration pour faire le point sur la situation et exhorter ses compatriotes à quitter la Libye. Fort bien, mais comment?

La situation en Libye est extrême. Cerné de toute part, abandonné par ses collaborateurs, le «guide suprême» semble prêt à tout saccager avant de couler. La crise, ici, a atteint une gravité que l'on n'a pas vue en Tunisie ou en Égypte. N'empêche: les atterrissements canadiens n'en relèvent pas moins d'un gros cafouillage. Dont Ottawa a intérêt à tirer une bonne leçon avant qu'un prochain soulèvement populaire ne fasse vaciller une nouvelle dictature au Moyen-Orient.

RÉBELLION EN LIBYE

Mardi 22 février

Après un discours alarmant de Mouammar Kadhafi, le gouvernement change son fusil d'épaule et annonce qu'il mettra en place un plan d'évacuation de ses ressortissants.

Mercredi 23 février

Ottawa confirme qu'un avion de 200 places, nolisé par le gouvernement canadien, a obtenu les droits d'atterrissage requis et pourra évacuer jeudi (hier) des ressortissants à partir de Tripoli.

Jeudi 24 février

Le vol nolisé est annulé, pour des questions de sécurité. Ottawa cherche un plan B. Le ministre Cannon annonce qu'environ 200 Canadiens ont quitté la Libye à bord d'avions ou bateaux étrangers. Un appareil militaire C-17 est dérotté d'Allemagne. Un avion au départ de Jordanie est nolisé. L'avion transportant le gouverneur général, David Johnston, dans la région, est aussi mis en attente. — Malorie Beauchemin



Des ressortissants, pour la plupart italiens, ont atterri à Rome hier. PHOTO MAX ROSSI, REUTERS



Des soldats qui ont fait défection ont manifesté leur joie hier dans une enceinte militaire de Benghazi, ville conquise par l'opposition. PHOTO SUHAIB SALEM, REUTERS

« Ben Laden leur lave le cerveau »

Kadhafi blâme Al-Qaïda pour la révolte populaire

ANABELLE NICOU

Les manifestations qui embrasent la Libye depuis 10 jours sont le résultat d'une manipulation de la jeunesse orchestrée par nul autre qu'Oussama ben Laden, a estimé hier le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi dans un message audio diffusé hier à la radio.

Pour la troisième fois depuis le début de la semaine, le dictateur a tenu des propos confus alors que son pouvoir vacille sous le poids des contestations et des répressions sanglantes.

Dans un monologue d'une vingtaine de minutes, Kadhafi s'est adressé plus particulièrement aux habitants de la ville de Zawiyah, à 60 km de Tripoli, où, selon l'agence officielle Jana, des « terroristes » ont égorgé plusieurs soldats à la façon de l'ancien chef terroriste d'Al-Qaïda en Irak, Abou Moussab Al-Zarqoui. « Ces gens n'ont pas de vraies revendications, leurs revendications sont celles de ben Laden », croit-il.

La figure de proue d'Al-Qaïda manipule les jeunes Libyens en leur donnant des drogues hallucinogènes, soutient Kadhafi. « Ben Laden leur a complètement lavé le cerveau », dit-il, avant de demander aux parents de garder un œil sur leurs enfants : « Prenez vos jeunes, ramenez-les à la maison. » Une fois encore, Kadhafi, qui détient le pouvoir depuis 1969, a

réexpliqué que sa démission est impossible. « Je n'ai pas le pouvoir de faire des lois ou de faire appliquer la loi. La reine d'Angleterre n'a pas cette autorité. C'est exactement mon cas. Je suis un leader symbolique », illustre-t-il.

Répression dans le sang

Si, mardi, Kadhafi avait promis de réprimer les manifestations dans le sang, il semble avoir tenu parole. Des membres des comités révolutionnaires du « guide » ont participé à des exécutions sommaires dans les hôpitaux de Tripoli, a dit hier le secrétaire général de la Ligue libyenne des droits de l'homme. « Ils ont fait irruption dans les hôpitaux de Tripoli et ont tué des blessés qui avaient manifesté contre le régime », a-t-il déclaré à l'AFP.

À Benghazi, ville d'un million de personnes libérée du joug de Kadhafi, la répression a été sanglante. Les salles de l'hôpital Al-Jalla sont remplies de blessés graves, selon le journaliste de *Libération* Jean-Pierre Perrin. La foule a été visée par des missiles anti-aériens. « Parmi les choses les plus monstrueuses à voir, ce sont les corps calcinés de 14 soldats qui ont refusé de tirer sur la foule et qui ont été tués d'une balle dans la tête ou brûlés vifs », dit-il dans un reportage audio. Selon le magazine *Le Point*, 2000 personnes ont été tuées à Benghazi seulement au cours des quatre jours d'affrontements.

Kadhafi isolé

Condamné par les pays occidentaux, isolé à Tripoli alors que des villes se libèrent (Tobrout, Benghazi), perdant le soutien des tribus alliées essentielles pour le pouvoir, le régime Kadhafi vit ses dernières heures, croient plusieurs observateurs. Son ancien ministre de la Justice a dit à la presse suédoise que le dictateur libyen se suiciderait très certainement comme Hitler. Une possibilité jugée peu probable par Guma el-Gamaty, militant libyen installé à Londres, qui croit plutôt que Kadhafi se réfugiera chez « son ami » Robert Mugabe. « Qu'il s'envole, se suicide ou soit arrêté, je crois qu'il est foutu et que sa fin est imminente », a-t-il affirmé à la télévision publique australienne.

Entre-temps, sur le front diplomatique, les États-Unis ont durci le ton contre le colonel Kadhafi et consulté leurs alliés afin de trouver une réponse à la crise libyenne.

Washington souhaite l'expulsion de la Libye du Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour sanctionner les violences dans ce pays, a indiqué le département d'État. Cette décision qui doit être débattue aujourd'hui à Genève est la première mesure concrète de rétorsion soutenue par l'administration Obama. Avec Al-Jazira, AFP, *New York Times*, ABC.net.au, *The Independent*, *Libération* et *libération.fr*

La prison construite par SNC-Lavalin dénoncée

FRANCIS VAILLES ET PAUL JOURNET

La construction d'une prison en Libye par SNC-Lavalin a soulevé des vagues hier à Québec.

La firme montréalaise doit « immédiatement prendre les moyens à sa disposition pour se retirer du projet », a lancé hier Amir Khadir. Le député de Québec solidaire a interpellé le patron de SNC-Lavalin, Pierre Duhaime. Il veut savoir pourquoi l'entreprise a « jugé bon de construire une prison pour un dictateur ». « Il est inacceptable de voir qu'un de (nos) fleurons économiques est en lien direct avec l'appareil de répression d'une dictature », a-t-il ajouté.

La critique du PQ en relations internationales, Louise Beaudoin, se disait « étonnée » hier d'apprendre l'existence de cette prison. « SNC-Lavalin ne pouvait pas ignorer que la prison pourrait servir à massacrer, à torturer des citoyens et des prisonniers politiques. Le colonel Kadhafi est un fou furieux, ça fait quand même longtemps qu'on le sait », dit-elle. Elle attendait toutefois d'obtenir des « éclaircissements » de SNC-Lavalin avant de la condamner.

Selon le quotidien *RueFrontenac.com*, le centre de détention baptisé Guryan Judicial City est construit en banlieue de Tripoli. Le projet de 275 millions de dollars a été suspendu au cours des derniers jours en raison des actes de violence.

RueFrontenac fait ressortir que la firme de génie-conseil est discrète sur ce projet, alors qu'elle décrit abondamment sur son site ses deux autres contrats en Libye, soit la construction de l'aéroport de Benghazi (450 millions de dollars) et l'aménagement de vastes canaux de transport d'eau potable (500 millions).

Droits de l'homme

SNC-Lavalin a confirmé à *La Presse* avoir obtenu le contrat, sans en préciser l'ampleur. La firme de génie-conseil affirme que la prison répondra aux normes internationales des droits de l'homme. « Nous en sommes fiers et considérons qu'il s'agit d'un important pas en avant pour ce pays. Comme entreprise, c'est une occasion de partager nos valeurs essentielles avec tous les citoyens du monde », souligne Leslie Quinton, porte-parole de l'entreprise.

« Quelle serait l'alternative à la construction d'une prison à la fine pointe conçue selon les plus hautes normes internationales des droits humains? » ajoute M^{me} Quinton, qui communique seulement par courriel.

SNC soutient qu'elle n'a pas gardé secrète l'annonce du projet. « SNC-Lavalin annonce moins de 1% de ses projets, étant donné qu'elle en a plus de 10 000 en cours. Ce projet sera signalé dans notre rapport annuel 2010. » Ce rapport devrait être publié à la mi-mars.

Le gestionnaire de portefeuille Denis Durand, de Jarislowsky Fraser, savait que le contrat de la prison était imminent, mais doutait qu'il ait été accordé. La firme est pourtant l'un des plus importants actionnaires de SNC-Lavalin, détenant plus de 10% des actions.

SNC n'a pas voulu indiquer à *La Presse* le nombre de ses employés en Libye ni la part des Canadiens affectés à ses projets « pour des raisons de sécurité ».

L'évacuation des employés de l'entreprise va bon train, soutient l'entreprise. « Ceux qui attendent leur transfert demeurent en bonne condition. Ils disposent de réserves de nourriture et d'eau suffisantes et ils sont dans des conditions sécuritaires », écrit la porte-parole.

Ménogène

La ménopause apprivoisée

Comme toujours, les meilleures réponses pour assurer notre bien-être se trouvent dans la nature.

Ménogène, une toute nouvelle formule pour soulager les problèmes dus à la ménopause, voilà enfin une solution encourageante et parfaitement naturelle qui vous aidera à passer ces moments difficiles en toute tranquillité.

Ménogène utilise le pain d'abeille, la gelée royale et les isoflavones de soya. Ce trio aide à équilibrer le système hormonal d'une façon saine et naturelle.

Les phytoestrogènes naturels (estrogènes de pain d'abeille, de gelée royale et d'isoflavones de soya), dont la structure est semblable aux estrogènes de la femme, aident l'équilibre des hormones femelles et apaisent les symptômes ménopausiques comme les bouffées de chaleur, la sécheresse vaginale, les maux de tête, la transpiration nocturne, l'insomnie, etc.



La vie est courte. Donnez-vous le temps d'en profiter pleinement.

2 BOÎTES DE 32 CAPSULES POUR LE PRIX D'UNE SEULE
UNE OCCASION EXCEPTIONNELLE

En vigueur du samedi 26 février au mardi 1er mars 2011
Ménogène: produit de santé naturel homologué. Licence NPN 80003489

* Jusqu'à épuisement des stocks

Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1278, rue Jean-Talon Est Montréal 514-279-3709 www.johanneverdon.com	Boutique Luc Mathieu 2522, rue King Ouest Sherbrooke 819-823-3322
Espace Santé Beauté Johanne Verdon Centre Laval 1600, boul. Le Corbusier, Laval 450-688-5455	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1128, boul. Saint-Joseph, Terrasse Des Lilas Drummondville 819-850-1705
Espace Santé Beauté Johanne Verdon Saint-Bruno (Promenades Saint-Bruno) 450-653-6009	Boutique Luc Mathieu 104, route du Président-Kennedy Lévis 418-833-5933
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 2750, chemin Sainte-Foy (Plaza Laval) Bureau 109, Sainte-Foy 418-656-1266	Boutique Luc Mathieu 227, rue Principale Ouest Magog 819-868-3368
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 341 A, boul. Saint-Joseph Gatineau 819-770-3645	Vitavie au naturel 3333, boul. du Carrefour Promenade Beauport 418-667-0070
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 100, boul. Brien, Galeries Rive-Nord Repentigny 450-657-2032	Commandes postales Pour les boutiques Luc Mathieu Ligne sans frais : 1-877-511-3368 Ferti 2000 : commandes postales Tél. : 514-272-1365, Ligne extérieure : 1-800-272-1365 * Lundi au vendredi 9h à 17h * Samedi et dimanche 8h30 à 17h



Réservez une nuitée au tarif régulier au Hilton Lac-Leamy et obtenez la deuxième nuitée pour seulement

15 \$

Stationnement extérieur gratuit. À 5 minutes du centre-ville d'Ottawa.



Réservez avant le 28 février 2011.
819 790-6444 ou 1 866 488-7888 code promo : 152011
1, boulevard du Casino, Gatineau (Québec) casino-du-lac-leamy.com

RÉBELLION EN LIBYE

Le rêve d'Abou Sened

Des milliers de personnes de toutes les nationalités fuient les violences en Libye vers la Tunisie via le poste-frontière de Ras Jdir. Pour plusieurs, la route de l'exode a été difficile, comme l'a constaté notre envoyée spéciale.



ISABELLE HACHEY
ENVOYÉE SPÉCIALE
TUNISIE

RAS JDIR — De toute sa vie, Abou Sened n'a rien connu d'autre qu'une étouffante dictature. Il est né quand Mouammar Kadhafi a pris le pouvoir en Libye, il y a 42 ans. Aujourd'hui, l'enseignant de Tripoli croit assister à une nouvelle naissance. Celle de la liberté, enfin. Mais c'est un accouchement douloureux. « Une opération par césarienne », dit-il. Avec de pénibles complications.

Abou Sened a fui la Libye en catastrophe, hier. La veille, il avait joint un journaliste étranger pour alerter le monde sur la « situation très grave à Tripoli ». Et pour supplier la communauté internationale d'intervenir afin de mettre un terme au bain de sang.

Par prudence, il avait témoigné sous un nom d'emprunt. Mais son téléphone, croit-il, était sur écoute. « Peu après que j'ai passé ce coup de fil, un ami policier



PHOTO LEFTERIS PITARAKIS, AP

Hier soir, quelque 20 000 personnes avaient franchi depuis dimanche la frontière tunisienne à Ras Jdir, selon un colonel de la protection civile tunisienne interrogé par l'AFP.

m'a prévenu qu'on me cherchait pour me tuer. »

Alors, comme des milliers d'autres, Abou Sened a pris le chemin de l'exode. Dans l'urgence, il a été forcé de laisser derrière lui sa femme et ses trois enfants.

Rencontré au poste-frontière de Ras Jdir, en Tunisie, l'homme était partagé entre

une énorme inquiétude pour sa famille restée à Tripoli et l'exaltation par rapport à une révolution tant espérée, tant attendue.

Tripoli désert le jour

« Tripoli est sous le contrôle total de l'armée et des mercenaires de Kadhafi », dit-il. Selon des informations non confirmées rapportées par l'AFP, les partisans du Guide seraient concentrés dans la capitale. Neuf mille combattants y disposeraient de chars, d'avions et d'armes lourdes.

Le jour, la ville est déserte. Tous les commerces et les bureaux sont fermés. Les nuits sont déchirées par des tirs nourris. « Les cliniques

médicales ont reçu l'ordre de ne pas soigner les blessés », dit Abou Sened. Les familles cherchent désespérément des médecins assez courageux pour se déplacer en ville et soigner les blessés dans leurs maisons.

Le régime a interdit tout rassemblement de plus de cinq personnes. Sauf, bien sûr, quand il s'agit de manifestations favorables au dictateur. « On voit beaucoup d'Africains, du Tchad et du Niger, qui ont été payés pour y prendre part », croit Abou Sened.

« Ce sont toujours les mêmes qui manifestent, jour après jour. Ils sont peu nombreux, quelques dizaines, et

ils embrassent la photo de Kadhafi », dit Talal Lamiri, serveur tunisien qui a fui Tripoli hier. « À part ces gens, il n'y a personne dans les rues. Seulement des policiers et des mercenaires de Kadhafi. »

Dans son discours halluciné, mardi, le dictateur a exhorté ceux qui l'aiment à descendre dans les rues pour chasser les « rats gras » protestant contre son régime. Peu de Libyens semblent avoir répondu à son appel. Cela remplit Abou Sened d'espoir. « La majorité du peuple est contre lui, maintenant. »

Les opposants gagnent du terrain de jour en jour. Plusieurs réfugiés rencontrés hier ont confirmé que les militaires avaient déserté Zouara, à 50 kilomètres de la frontière tunisienne. « C'est le peuple qui contrôle la ville, raconte Ibrahim Ali, un pêcheur égyptien. Les gens ont formé des comités civils pour assurer l'ordre. »

Depuis lundi, plus de 30 000 Égyptiens et Tunisiens ont fui la Libye, selon l'Organisation internationale pour les migrations. À cause des violences et du manque de travail dans ce pays paralysé par la crise.

Pas les islamistes

Pour Talaet Talaet, autre pêcheur égyptien, la route de l'exode a été difficile. « Les hommes de Kadhafi m'ont forcé à m'allonger sur le sol. Ils m'ont battu, ont pris mon argent et la carte mémoire de mon cellulaire. Ils ne voulaient pas que le monde voie les images de ce qui se passe en Libye. »

Dans le flot humain qui traversait la frontière, plusieurs réfugiés avaient des histoires semblables à raconter. Une ONG distribuait des sandwiches aux gens fourbus et affamés. L'ambiance était électrique. Des manifestations spontanées éclataient sans cesse. « Dégage Kadhafi! », « Vive la révolution! »

Au même moment, le dictateur déclarait que ses opposants servaient les intérêts d'Oussama ben Laden. Parmi les réfugiés, personne n'y croyait. Et pour s'assurer que le reste du monde n'y croit pas davantage, Abou Sened nous a rattrapés dans la foule. « Ce ne sont pas les islamistes qui font la révolution en Libye. C'est le peuple! »

Toute sa vie, il a voulu faire de la politique. C'était impossible dans un « État des masses » qui n'a jamais toléré la moindre opposition. Mais bientôt, Abou Sened retournera en Libye, pour participer à la naissance d'une nouvelle démocratie arabe. Très bientôt, assure-t-il. « Dans moins d'une semaine, Kadhafi sera parti. »



FLORA BLANCHETTE

L'Œuvre St-François

30^{ème}
ANNIVERSAIRE
DE FONDATION

Ile-à-Vache, Haïti Le 1^{er} mai 1981

L'Ile-à-Vache, située sud-ouest d'Haïti, compte une population de 14 000 habitants. Les seuls moyens de se déplacer sur cette île de 16 kilomètres de long sur 8 de large sont à pied, à dos de cheval ou par bateau. Il n'existe ni eau potable, ni électricité, ni téléphone ni magasin. Ce sont les marchandes de la Ville des Cayes qui entrent à l'île deux fois par semaine, vendre certains produits essentiels.

L'Œuvre Saint-François dont Flora Blanchette est la fondatrice a débuté à l'Ile-à-Vache le 1^{er} mai 1981, au moment où Monseigneur Claudius Angélor et les autorités de l'Institut lui permettent de travailler auprès des gens les plus pauvres du globe.

LES RÉALISATIONS EFFECTUÉES À CE JOUR SONT:

- **Un orphelinat:** 66 enfants dont 22 handicapés intellectuels et 9 employés rémunérés. Ces enfants sont logés, nourris, bénéficient de soins médicaux et d'hygiène ainsi que d'une certaine éducation.
- **Un dispensaire:** Il n'y a pas de médecin sur l'île. Flora, infirmière graduée, agit à l'occasion à titre de médecin traitant et effectue même certaines opérations mineures.
- **Une pharmacie:** Les médicaments sont plus souvent donnés compte tenu de l'incapacité de la majorité de la population de payer.
- **Une école:** 600 enfants de la maternelle à la sixième année et 12 professeurs rémunérés.
- **Une école d'enseignement ménager:** 60 élèves et 3 professeurs rémunérés.

Ces réalisations ont été produites grâce à la volonté, au courage et à la détermination des effectifs humains, mais aussi grâce à la générosité de nombreux bienfaiteurs qui permettent de préserver les acquis et de développer d'autres projets.

Nous avons besoins de vous, bien chers amis des missions, pour continuer notre œuvre auprès de ces enfants défavorisés. Nous émettons des reçus pour fin d'impôts. Faire vos dons au nom du

CENTRE MISSIONNAIRE DES AUXILIAIRES FRANCISCAINES
a/s Huguette Paradis a.f. responsable
1210, Champfleury Québec Qc G1J 4L4

Tel : 418-667-7537
sans frais 1 866-667-7537
cmaf@videotron.ca

Merci de nous aider à les aider.



Huguette Paradis

Avec don de 25\$ et plus recevez UN CADEAU du 30^e anniversaire!



Café importé D'HAÏTI
454 g ou 1 livre
11\$ ch.

* Ajouter 8 \$ pour frais de livraison ou vous pouvez venir le chercher à cette adresse.

www.cmafhaïti.org

MONTOIT

CE SAMEDI | LA MAISON D'ARDOISE

Tous les samedis dans LA PRESSE

Du 15 février au 31 mars

200\$

Rabais exceptionnel aux consommateurs sur les Allegro.

Des appareils de chauffage exclusifs qui s'intègrent à tous les décors, disponibles en blanc et blanc mimétique.



Allegro

CONVECTAIR

À l'achat d'appareils ALLEGRO, Convectair vous remettra 100 \$ par appareil jusqu'à concurrence de 200 \$. Pour tous les détails : convectair.com

Saint-Jérôme 298, rue de Martigny O. Laval 2522, boul. Le Corbusier Joliette 1260, rue de Lanaudière Montréal 6600, avenue du Parc



Pour nos heures d'ouverture, veuillez visiter notre site web
www.cde.qc.ca

LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS

George W. Bush ciblé

Un Saoudien a été arrêté pour avoir acheté des produits chimiques et des équipements permettant de fabriquer une bombe, et pour avoir identifié plusieurs cibles dont la maison de l'ex-président George W. Bush. Le jeune homme de 20 ans identifié comme étant Khalid Ali-M Aldawsari, de nationalité saoudienne et résidant légalement au Texas, a été arrêté mercredi soir et est accusé de tentative d'utilisation d'une arme de destruction massive. - AFP



PHOTO AP
Khalid Ali-M Aldawsari, 20 ans, arrêté au Texas.

NOUVELLE-ZÉLANDE

L'espoir diminue

L'espoir de retrouver des survivants à Christchurch s'amenuise, trois jours après le séisme le plus meurtrier en Nouvelle-Zélande depuis 80 ans, aucun signe de vie n'ayant été perçu par les secouristes depuis mercredi. Les autorités ont revu à la hausse le bilan, qui dépasse à présent les 100 morts et devrait encore augmenter. « Le nombre de disparus que nous avons est de 228 », a déclaré à la presse le ministre néo-zélandais de la Défense civile, John Carter. - AFP

AFGHANISTAN

62 civils tués par l'OTAN?

Soixante-deux civils « dont des femmes et des enfants » ont été tués par les forces de l'OTAN, lors de plusieurs jours d'opérations mi-février dans la province de Kunar, dans l'est de l'Afghanistan, selon les conclusions d'une mission d'enquête mandatée par le président afghan Hamid Karzaï. Un porte-parole de la force de l'OTAN (ISAF) en Afghanistan a refusé de commenter ces conclusions, indiquant que la propre enquête de l'ISAF était toujours en cours. - AFP

GAZA

« Cibles terroristes » frappées

L'aviation israélienne a visé et touché des « cibles terroristes » hier soir dans le sud de la bande de Gaza, en représailles à des tirs de roquettes et d'obus contre le territoire israélien, selon un communiqué de l'armée. Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a lancé une sévère mise en garde au mouvement islamiste Hamas, au pouvoir à Gaza, et aux groupes armés du territoire palestinien. À Gaza, les services d'urgence locaux ont fait état de deux blessés. - AFP

Feu vert à l'extradition d'Assange



MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE
LONDRES

Julian Assange avait perdu son demi-sourire habituel hier à la sortie du tribunal de Belmarsh, dans le sud de Londres. Le juge Howard Riddle venait alors d'autoriser son extradition vers la Suède, rejetant les arguments de ses deux avocats vedettes. Le fondateur de WikiLeaks, qui nie les allégations d'agressions sexuelles qui pèsent sur lui, fera appel du jugement.



PHOTO ANDREW TESTA, THE NEW YORK TIMES
Le fondateur de WikiLeaks s'est entretenu avec certains de ses partisans à la sortie de la salle d'audience, à Belmarsh.

Les avocats de la défense avaient pourtant sorti l'artillerie lourde aux audiences du 7 et 8 février. Geoffrey Robertson et Mark Stephens avaient remis en cause la validité du mandat d'arrêt délivré par la Suède, allant même jusqu'à dépeindre la procureure générale chargée du dossier, Marianne Ny, comme une misandre qui se plaît à emprisonner des hommes innocents.

pas rendu disponible pour être interrogé en Suède» en septembre dernier, quelques semaines après que ses deux présumées victimes eurent porté plainte.

Björn Hurtig avait évoqué dans son témoignage des difficultés à joindre son client. Julian Assange est reconnu pour changer de téléphone cellulaire comme de chemise.

Le juge Howard Riddle s'est dit satisfait hier que la demande d'extradition soit recevable, dans la mesure où Julian Assange « ne s'était

Contrairement à ce que prétendait l'avocat suédois de Julian Assange, Björn Hurtig, « il est très clair que la procureure Marianne Ny a tenté de l'interroger, sans succès, avant son départ de la Suède », a expliqué le juge.

Assange accuse les États-Unis

À la sortie de la salle d'audience, Julian Assange avait l'air d'un homme abattu. Aperçu dans une salle de conférence où il se recueillait,

il avait le dos voûté, la tête basse et le regard fixe. Son entourage, qui comptait plusieurs personnalités dont Bianca Jagger – icône de la mode dans les années 70 et ex-femme du chanteur des Rolling Stones Mick Jagger – discutait en retrait.

Devant les caméras du monde entier, il a suggéré à nouveau qu'il était victime d'une machination. « Quel rôle les États-Unis ont-ils

joué dans cette demande d'extradition? a-t-il demandé. Pourquoi moi, un militant travaillant pour une organisation à but non lucratif, dois-je verser une caution de 360 000\$ pour ma liberté conditionnelle? Pourquoi suis-je en résidence surveillée alors que je n'ai été inculpé dans aucun pays et que je n'ai jamais fui la justice? »

L'homme de 39 ans peut faire appel à deux reprises en Grande-Bretagne: devant la Haute Cour puis devant la Cour suprême. La bataille judiciaire pourrait donc s'étirer jusqu'à l'été.

Encore faut-il qu'il soit capable de payer ses frais de justice. La seule traduction de documents suédois lui a coûté 50 000\$, selon ses avocats.

D'ailleurs, il multiplie les avenues pour encourager les dons à son fonds de défense. Des t-shirts à son effigie sont maintenant en vente sur le site de WikiLeaks. Il a également monnayé un discours enregistré exclusivement pour des donateurs le 9 février dernier.

Cependant, à en croire Julian Knowles, sommité en matière de procès d'extradition, la partie est déjà perdue. « À moins que M. Assange puisse prouver son innocence, il sera jugé », a dit l'avocat de la firme Matrix cette semaine à la BBC.

Financement de la guerre en Afghanistan

Des pys embauchés pour manipuler des élus?

D'APRÈS L'AFP

WASHINGTON — Un général américain en Afghanistan aurait cru bon d'utiliser la manipulation psychologique pour obtenir plus de fonds auprès d'élus pour cette guerre impopulaire, provoquant l'ouverture d'une enquête sur ce scandale révélé hier par le magazine *Rolling Stone*.



PHOTO DMITRY KOSTYUKOV, ARCHIVES AFP
L'armée américaine aurait cherché à utiliser illégalement les services de psychologues pour influencer élus et responsables étrangers.

Dans cette affaire digne d'un mauvais polar, à mi-chemin entre la science-fiction et le trafic d'influence, l'armée américaine aurait cherché à utiliser illégalement les services de psychologues pour influencer élus et responsables étrangers.

cellule qu'elle se concentre sur les personnalités en visite en Afghanistan.

David Lapan porte-parole du Pentagone. L'enquête devra déterminer « ce qui s'est passé, et le cas échéant, ce qui a été fait de façon impropre ou illégale ».

Le principal mobile du général, selon le magazine, aurait été la promotion de sa propre carrière. Les membres de la cellule avaient d'ailleurs surnommé leur mission « opération quatre étoiles », précise l'article.

Goeff Morrell, porte-parole du secrétaire à la Défense Robert Gates, a affirmé hier dans un communiqué que son patron « est au courant des allégations de l'article de *Rolling Stone* » et « soutient pleinement la décision du général Petraeus d'enquêter avant de tirer des conclusions ».

Le général David Petraeus, commandant de forces américaines en Afghanistan va ordonner une enquête sur l'affaire, a assuré hier le colonel

EN BREF

Affrontements en Côte d'Ivoire

Des combats ont éclaté hier dans l'ouest de la Côte d'Ivoire entre l'armée fidèle au président sortant Laurent Gbagbo et l'ex-rébellion alliée à Alassane Ouattara, alors qu'à Abidjan,

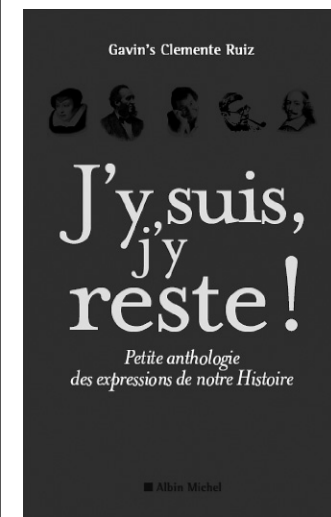
des habitants fuyaient par centaines un quartier en proie à de violents affrontements. Après bientôt trois mois d'une crise née de la présidentielle du 28 novembre, la situation se détériorait dans la stratégie capitale économique et dans le « Grand Ouest », proche du Liberia, région la plus instable

du pays. Un responsable des Forces de défense et de sécurité (FDS), loyales à M. Gbagbo, a indiqué que des combats avaient eu lieu vers Zouan-Hounien, localité de l'ouest du pays, à la suite d'une « attaque » d'un poste FDS par les Forces nouvelles (FN), sans faire état d'un bilan. - D'après l'AFP

LA SUPERGRILLE

DU MOIS

LA PRESSE



Pour janvier, voici les gagnants qui ont mérité le livre « J'y suis, j'y reste! » et un sac réutilisable



Albin Michel

M. DENIS BABINEAU ROUYR-NORANDA	MME YOLANDE DAOUST ANJOU	MME JOSÉE HAMELIN LAVAL	MME RUTH LEVEILLÉ LAVAL	MME NATHALIE PHANEUF MONTRÉAL
MME MONIQUE BEAUDOIN LONGUEUIL	M. ANDRÉ DÉCARY MONTRÉAL	MME RACHEL F. HÉBERT CARIGNAN	MME CAROLE MAILLETTE SOREL-TRACY	MME HÉLÈNE PLOURDE QUÉBEC
MME HÉLÈNE BEAUREGARD MIRABEL	M. ANDRÉ DENIS BROSSARD	MME DENISE HOULE SAINT-JEAN-SUR-RICHIEU	MME DIANE MAYER SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD	M. GUILLAUME RANGER REPERTIGNY
M. JACQUES BÉRARD LAVAL	MME GHISLAINE ÉMOND SHAWINIGAN-SUD	MME HUGUETTE JOLIN BROSSARD	M. JEAN-PIERRE MICHAUD REPERTIGNY	MME NOËLLA ROBERT SAINTE-AGATHE-DES-MONTS
MME GEMMA BOULET ANJOU	M. GUY FOREST LAVAL	MME CLAUDETTE LANDRY JONQUIÈRE	MME LISE MIMÉAULT MONTRÉAL	MME GUYLAINE ROY DRUMMONDVILLE
M. MARCEL BOURDON SAINT-JÉRÔME	MME CAROLE FORTIER VARENNES	MME FLEUR-ANGE HOULÉ L'ARIVIÈRE MONTRÉAL	MME RENÉE NOËL LAVALTRIE	M. ROBERT ST-AMANT SAINT-JÉRÔME
M. ANDRÉ BOYD SAINT-BRUNO	MME MARIETTE GARNEAU SAINT-LAURENT	MME LINA LEBLOND VAL-DAVID	MME ROLLANDE PAQUETTE LAVAL	M. JEAN-C. ST-PIERRE LONGUEUIL
M. ROBERT BRASSARD LONGUEUIL	MME COLETTE GRENIER MALARTIC	M. BERNARD LÉCONTE BELOËIL	M. GILLES PAQUIN MAGOG	M. ED SIMARD CHERTSEY
M. JEAN CÔTÉ QUÉBEC	MME GINETTE GUILBAULT LONGUEUIL	MME SYLVIE LEDUC KIRKLAND	M. GÉRARD PARÉ LAVAL	MME GISÈLE SIROIS SAINTE-CATHERINE
MME DANIELLE LÉPAGE SAINT-JEAN-SUR-RICHIEU	MME NICOLE GUILLETTE REPERTIGNY	M. ROLAND LÉONARD MONTRÉAL	MME MANON PÉPIN BOUCHERVILLE	M. GILBERT VINCENT MONTRÉAL

« Merci à tous ceux et celles qui ont participé »
Prévoyez un délai de 4 à 6 semaines pour la réception de votre prix.

LA PRESSE
cyberpresse.ca

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Relancer la Caisse



ARIANE KROL

akrol@lapresse.ca

La direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec a pratiquement fini de réparer les dégâts causés par la désastreuse année 2008. L'équipe de Michael Sabia doit maintenant nous prouver qu'elle peut être aussi efficace à faire prospérer la boutique qu'à la retaper.

C'est une propriété bien amochée dont Michael Sabia a accepté les clés en mars 2009. Éclairage chancelant, robinets qui fuient, affaissement du dernier étage en cours de construction: une grande corvée s'imposait avant d'aller plus loin.

Qu'elle devienne ennuyante serait presque rassurant.

La tâche a été achevée au cours de la dernière année financière, dont on vient d'avoir les résultats. Tâche ingrate, car même avec un rendement de 13,6 %, qui la place dans le peloton de tête des institutions comparables, la Caisse est simplement revenue à son point de départ. Au 31 décembre dernier, il lui manquait encore presque 4 milliards d'actif net pour retrouver son niveau d'il y a trois ans. Évidemment, 2008 n'a fait de cadeau à personne. Mais si la Caisse avait réussi à limiter sa perte au niveau médian de 18,4 %, au lieu de tomber de 25 %, elle aurait probablement mis moins de temps à se sortir du trou.

Les oligarques



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Les deux premières phrases de l'ouvrage énoncent deux énormités: «La crise écologique domine l'entrée dans le troisième millénaire. Il n'est pas d'autre défi», écrit Hervé Kempf en ouverture de *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, qui vient de paraître.

Faux et faux.

Hervé Kempf, la «saveur du mois» au comptoir des idées.

En vérité, le troisième millénaire a été inauguré, non par une crise écologique, mais par un massacre inédit, tant par sa forme que par sa portée. Et éradiquer la misère (c'est-à-dire: donner accès à la sécurité, à l'eau, à l'hygiène, à l'alphabetisation, à la production) demeure le défi premier de l'humanité...

Après cette double bourde, il ne paraît pas approprié de prendre Kempf au sérieux. Mais il serait encore plus bête de le prendre à la légère. Le journaliste du quotidien *Le Monde* est en effet devenu, en moins de deux ans et trois titres, un intellectuel important dans l'univers francophone. Il vend beaucoup de livres, en français et en traduction. Et il a ses entrées dans les médias fréquentés par le milieu de la mode intellectuelle.

Dit autrement: Hervé Kempf est la «saveur du mois» au comptoir des idées.

Enfin, c'est fait. Maintenant, il faut que ça rapporte. Le grand patron de la Caisse considère qu'il ne part pas de zéro. Qu'il n'a pas seulement fait le ménage et colmaté les fuites, mais posé des fondations qui contribueront à l'avenir. Qu'en simplifiant les plans (exit les mezzanines...), en réduisant l'effet de levier et en gérant mieux les risques, la Caisse serait moins vulnérable aux secousses des marchés. Et qu'en se concentrant sur ce qu'elle fait et connaît le mieux, la boutique serait plus prospère.

C'est logique. Est-ce que ça fonctionnera en pratique? On ne peut que le souhaiter. La situation générale des régimes de retraite est assez préoccupante comme ça, on aimerait au moins ne pas avoir à s'inquiéter des fonds de ceux qui sont obligés de faire affaire avec la Caisse. On ne lui demande pas d'être flamboyante: qu'elle devienne ennuyante serait à la limite rassurant, si elle livrait la marchandise.

Les informations publiées hier nous montrent en partie comment l'équipe en place entend s'y prendre. Les actions représentent maintenant près de la moitié du portefeuille et l'expertise immobilière devrait être mise encore plus à contribution. Pour connaître la stratégie d'investissements directs sur les marchés émergents, par contre, on pourrait devoir attendre jusqu'à l'été.

L'empreinte québécoise demande aussi à être précisée. On a vu que la participation dans Gaz Métro a été augmentée de 300 millions l'an dernier, mais sur la présence totale de Caisse dans sa propre cour, Michael Sabia n'a pas voulu donner de détails, affirmant se garder des bonnes nouvelles pour plus tard. La verra-t-on rebondir dans le Cirque du Soleil, par le rachat des parts des investisseurs de Dubaï? Voilà qui serait tout sauf ennuyant...

APRÈS LE CIRQUE DU SOLEIL...



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Leçon de l'A25: les automobilistes sont prêts à payer plus...
 par François Cardinal

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

EXCLUSIF > Y A-T-IL UN RÉGIS LABEAUME À MONTRÉAL?

QUESTION DU JOUR

Quelle est la moitié de leur 6^e année à apprendre l'anglais de façon intensive. Êtes-vous d'accord?

Les élèves consacreront la moitié de leur 6^e année à apprendre l'anglais de façon intensive. Êtes-vous d'accord?

OUI > 69% NON > 27% JE NE SAIS PAS > 4%

Résultats à 19h, hier: 14 372 répondants

CONJONCTURE

EN POSITION DE FORCE

Les économies émergentes s'émancipent

FRANÇOISE LEMOINE



L'auteure est économiste principale du Centre d'étude prospective et d'information internationale (CEPII) à Paris.

Les économies émergentes ont retrouvé en 2010 une croissance comparable à celle qu'elles avaient avant la crise mondiale de 2008. Avec un rythme de 7 % en moyenne l'année dernière, elles ont assuré les deux tiers de la croissance de l'économie mondiale.

Elles avaient été durement frappées par le retrait des capitaux internationaux et l'effondrement du commerce international il y a deux ans, mais elles ont su rebondir. Les grands pays émergents, en particulier, ont vigoureusement relancé leur demande intérieure. En 2010, la croissance a atteint 10,3 % en Chine, 9,7 % en Inde, 7,5 % au Brésil. Leur dynamisme contraste avec la reprise difficile dans la plupart des économies développées et ils attirent à nouveau des flux massifs de capitaux internationaux.

Les réunions du G20 qui se tiennent cette année sous la présidence française sont l'occasion de prendre acte du poids économique croissant des économies émergentes dans le monde. Ce groupe rassemble les représentants des huit principales économies développées et des 12 grandes économies émergentes pour tenter de trouver des réponses coordonnées aux crises financières mondiales.

Quand il s'est réuni pour la première fois, en 1999, les 12 pays émergents représentaient 15 % du produit brut mondial (au taux de change), ils en assurent aujourd'hui 25 %, soit désormais

Leur croissance dépend de moins en moins des économies avancées, et de plus en plus de leurs propres marchés intérieurs et de leurs échanges entre eux.

autant que l'Union européenne ou que les États-Unis. Ils sont en position de force, car leur croissance dépend de moins en moins des économies avancées, et de plus en plus de leurs propres marchés intérieurs et de leurs échanges entre eux.

Néanmoins, ils sont loin de former un ensemble homogène, et leurs intérêts dictent des positions différentes sur les questions qui sont à l'ordre du jour. Les pays dont la balance des paiements a des excédents massifs (la Chine



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Durement frappés par le retrait des capitaux internationaux et l'effondrement du commerce international il y a deux ans, les pays émergents, dont la Chine, ont su rebondir grâce à leur économie intérieure.

en premier lieu mais aussi l'Arabie Saoudite, la Russie), et ceux qui sont en déficit (le Brésil, l'Inde, la Turquie) ont des points de vue différents sur les déséquilibres globaux.

Les exportateurs de produits agricoles (le Brésil) et les importateurs (l'Inde, la Chine) envisagent différemment la stabilisation des prix des matières premières. Sur ces questions, les lignes de clivage ne passent pas entre le nord et le sud. Les pays émergents peuvent se rejoindre sur la critique du système monétaire et financier international et sur la réforme de la gouvernance mondiale, car ils sont sous-représentés dans la plupart des instances de décision des institutions économiques internationales.

Alors que leur croissance économique s'émancipe progressivement de celle des grandes puissances en place, ils restent vulnérables à l'instabilité des mouvements internationaux de capitaux, comme le montrent les épisodes récents. L'accélération des afflux de capitaux vers les pays émergents depuis la mi-2010 contribue à y créer des tensions inflationnistes, des bulles immobilières et financières, pousse à l'appréciation de leurs monnaies et les conduit à accroître encore leurs réserves de change. Les pays émergents détiennent actuellement les deux tiers des réserves mondiales et la Chine à elle seule 30 %. Avec ses 2000 milliards de réserves placées en dollars, la Chine trouve ainsi dans une position d'étroite interdépendance avec l'économie américaine.

À BIEN Y PENSER

J'ai honte d'être montréalais! Honte de son administration qui est l'apothéose de la médiocrité. Notre ville devrait être mise sous tutelle tellement ses dirigeants sont de mauvaise foi, incompétents et indignes de nous représenter. La ville ne cesse de se dégrader. Je plains les guides touristiques qui doivent inventer une histoire pour expliquer pourquoi le cône orange est devenu le symbole de Montréal. — Michel Loffredo

FORUM

Second début



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

La stratégie du premier ministre Jean Charest de lancer une nouvelle session parlementaire avec un discours inaugural a, de façon générale, suscité deux types de commentaires. On y a d'abord vu une manœuvre pour relancer un gouvernement malmené. On a ensuite douté du fait que cette stratégie puisse restaurer le lien de confiance.

Sur le premier point, pas de discussion possible. C'est assez évident que les libéraux, au plus bas dans les sondages, essaient de retrouver un second souffle. Mais on n'a aucune raison de s'en scandaliser. Quand les choses ne vont pas bien, que ce soit dans le cas d'un gouvernement, d'une entreprise, d'une équipe de hockey, la chose à faire, c'est de rebrasser les cartes pour rebondir.

On verra rapidement, dans les prochaines semaines, s'il y a de la substance derrière les bonnes intentions du gouvernement Charest.

Sur le second point, on sait qu'il serait difficile pour un gouvernement, quel qu'il soit, de remporter des élections après une si longue présence au pouvoir. Cependant, c'est mal poser le problème. Les spéculations sur les chances de survie des libéraux fascineront les analystes politiques, et les politiciens eux-mêmes.

Mais il y a une autre façon de voir les choses, qui sera celle de bien des citoyens. Puisque le gouvernement libéral sera en poste pour encore deux ans, est-ce que ce second souffle lui permettra, indépendamment de l'issue électorale, de faire mieux, de mieux gérer la chose publique?

C'est possible. À un premier niveau, en raison de la nature de ce gouvernement. J'ai écrit à plusieurs reprises qu'on a l'impression qu'il y a deux Jean Charest. Le premier, assez absent, maladroit, qui a du mal à imprimer une cohérence à son équipe. Et le second, énergique et fonceur, qui se manifeste surtout dans l'adversité. L'amorce de cette nouvelle session donnera peut-être l'occasion à cet autre Jean Charest de se manifester.

À un second niveau, on sait que la première moitié de ce mandat a été dominé par deux enjeux: la corruption dans la construction et ensuite le gaz de schiste. Ces deux dossiers, où la performance du gouvernement a été plus que médiocre, ont pris toute la place, et ont largement contribué à la chute de popularité des libéraux. Comme si la mission d'un gouvernement se limitait à deux mots magiques, «commission» et «moratoire».

Cela a fait oublier que dans une foule de dossiers, les choses vont bien et que le gouvernement libéral fait fort bien son travail. Notamment en économie. Ou encore dans les négociations largement réussies avec les employés de l'État.

Mais est-ce qu'un discours inaugural, et quelques initiatives, réussiront à remettre le gouvernement sur ses rails? Ce n'est pas le discours inaugural en lui-même qui nous le dira, parce que ce document, comme tous les discours inauguraux, est un texte vague, riche en bonnes intentions et pauvre en détail.

Un discours, aussi intéressant soit-il, ne nous dit pas non plus si le gouvernement aura le souffle pour mener à bien les projets qu'il annonce, ou s'il ne s'agit que d'un sursaut éphémère.

Ce qu'on peut en dire, au-delà de quelques éléments capables de frapper l'imagination, comme l'apprentissage intensif de l'anglais en sixième année, c'est qu'il redonne un «focus» au gouvernement, avec cinq enjeux — éducation, santé, emploi, développement durable, ressources — qui sont bien ciblés. Qu'il envoie plusieurs de bons messages, en mettant l'accent sur l'éducation, ou en posant les questions de l'emploi de la bonne façon, en insistant sur les besoins en main-d'œuvre.

De toute façon, on sait que les véritables tests arriveront très vite. On verra rapidement, dans les prochaines semaines, s'il y a de la substance derrière les bonnes intentions, quand le gouvernement accouchera son Plan Nord, quand il déposera son budget, quand il imposera un cadre à l'industrie du gaz.

Parmi les plus productifs

Très impopulaire, le gouvernement Charest a pourtant mis en œuvre quatre grands projets

FRANÇOY ROBERGE

Journaliste et communicateur de carrière, l'auteur anime deux émissions musicales sur les ondes de Radio-Ville-Marie.

On lit et entend que le gouvernement Charest atteint des records d'impopularité et que la population, désabusée de la politique, ne sait plus à quel parti, groupe, tendance ou sauveur se raccrocher. Les médias traitent avec une bonne dose de scepticisme, voire de mépris, le premier ministre du Québec et son gouvernement.

Pourtant, Jean Charest et les gouvernements successifs qu'il a dirigés ont été parmi les plus productifs de l'histoire du Québec. Ils ont mis en œuvre quatre grands chantiers ou réalisations d'une portée considérable pour le Québec et le Canada aux plans de l'organisation politique de la fédération canadienne, de l'essor économique, de la politique internationale du Québec et de l'occupation du territoire québécois.

1. Né en 2003, le Conseil de la fédération, qui regroupe les premiers ministres des provinces et territoires, a été créé à l'instigation de M. Charest, l'un des rares premiers ministres du Québec capables de recueillir la confiance et l'appui de ses homologues. Le Conseil est le lieu où s'établissent des consensus entre les provinces, permettant de faire contrepoids au gouvernement fédéral, qui a souvent fait peu de cas de l'autonomie garantie aux provinces dans la constitution. Il sert d'incubateur au réveil de la volonté autonomiste des provinces. Le Conseil n'est pas étranger à la manifestation de cette volonté à l'égard du pouvoir de dépenser du fédéral ou de son projet de créer un organisme national de surveillance et de réglementation des marchés financiers.

2. On doit à Jean Charest l'audacieuse idée de faire conclure un accord de libre-échange entre l'Europe et le Canada. Bien reçue de l'UE, notamment grâce à un solide appui de la France, l'idée a été reprise par le Canada et un tel accord devrait être conclu dans les prochains mois.

Un tel accord pave la voie à une forte croissance des échanges économiques entre le Canada et l'Europe, grâce à une forte augmentation des



PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES PC

Le premier ministre Jean Charest à l'Assemblée nationale.

exportations de biens manufacturés canadiens vers l'Europe, un marché plus sophistiqué que celui de la Chine. Un tel accord laisse entrevoir une forte croissance des investissements d'entreprises européennes au Canada et canadiennes en Europe. Un pari audacieux, mais réaliste.

Des dossiers d'une portée considérable: le Conseil de la fédération, le libre-échange avec l'Europe, le programme d'infrastructures et le Plan Nord.

Le gouvernement Charest a aussi paraphé avec la France un accord majeur sur la libre circulation de la main-d'œuvre et des professionnels.

3. Depuis un demi-siècle, le Québec laissait dépérir ses infrastructures, assumant ainsi une dévaluation du patrimoine collectif des Québécois et privant son appareil économique d'une partie des avantages que constituent des infrastructures saines et efficaces pour l'essor et le dynamisme des entreprises, pour le tourisme et les échanges entre les régions.

Ce programme de 75 milliards de dollars a permis au Québec de résister mieux que la quasi-totalité des économies industrielles à la crise économique et d'en sortir avec un bilan net de création d'emplois.

4. Le Plan Nord est le plus important développement du Québec depuis la Révolution tranquille. Le gouvernement Charest ouvre ainsi la porte à l'essor d'activités économiques qui doubleront le PIB du Québec au cours des prochaines décennies, tout en assurant l'occupation de cet immense territoire, habité par 120 000 autochtones.

Outre les prodigieuses ressources minières, on peut y envisager des projets considérables, dans le domaine énergétique, touristique et forestier. En repoussant cette «frontière», le Québec peut espérer, tout en conservant 50% du territoire pratiquement vierge de toute activité commerciale ou industrielle, étendre les limites de la forêt nordique, créer des pôles touristiques et holistiques, et favoriser le dynamisme et l'essor des villes situées «au Sud du Nord».

Au moment où l'on s'acharne à décrire la désaffection du public pour le gouvernement Charest, nous devrions au moins reconnaître ses réalisations considérables.

À l'heure des choix

Un statut professionnel permettrait aux journalistes de revendiquer des droits refusés par les tribunaux

JOHN H. GOMERY



L'auteur est président du Conseil de presse du Québec.

Le groupe de travail de Dominique Payette a publié récemment un rapport étoffé, visant principalement à permettre aux médias et aux journalistes de poursuivre leur mission sociale d'informer, dans une industrie aux prises avec de profondes mutations technologiques et économiques. L'heure des choix a sonné.

Le Conseil de presse croit que le milieu journalistique, tout comme la société québécoise, doit s'engager activement dans un débat public autour de la qualité de l'information et de la pratique du journalisme.

Le rapport fait de la déontologie journalistique le pivot central du renouveau en information. Il propose essentiellement trois mesures: le renforcement du journalisme professionnel, par le biais de la création d'un titre protégé pour les journalistes, le renforcement du Conseil de presse du Québec et l'aide de l'État à la production d'une information de qualité.

La suggestion d'adopter une loi instituant le statut de journaliste professionnel nous apparaît très pertinente, bien que le mot de la fin revienne aux journalistes à ce chapitre. Tout en respectant la liberté de la presse, cette action distinguerait clairement les journalistes

des autres acteurs de la communication publique et faciliterait l'exercice de leur métier. Un titre professionnel permettrait en outre aux journalistes de revendiquer des droits qui leur sont trop souvent refusés par les tribunaux, telle que la protection des sources confidentielles.

Cette même loi devrait reconnaître l'existence du Conseil de presse et consacrer son double mandat, soit ceux de tribunal d'honneur et d'expert-conseil en matière de déontologie et d'éthique journalistiques. Pour aider le Conseil à remplir sa mission, le rapport Payette suggère d'augmenter substantiellement

Le Conseil de presse appuie le principe de l'aide publique aux entreprises de presse qui offriront de l'information de qualité.

son financement public afin de l'affranchir des pressions financières et d'assurer la pérennité de l'institution.

Le Conseil est également disposé à assumer les responsabilités nouvelles que recommande le rapport, notamment l'harmonisation des principaux codes de déontologie journalistique et l'établissement de critères qui définissent aujourd'hui une véritable entreprise de presse, dans le nouvel environnement du web 2.0 et des médias sociaux.

Le Conseil appuie également le principe de l'aide publique aux entreprises de presse qui offriront de l'information de qualité. Les développements technologiques accélérés et les troubles économiques actuels viennent inévitablement affecter et transformer les pratiques journalistiques.

À ce chapitre, la réflexion doit se poursuivre et se raffiner pour mieux déterminer la nature et les modalités de cette aide de l'État, afin que celle-ci favorise le développement et la modernisation de l'offre d'information de qualité au Québec.

Nous partageons également l'idée de limiter ce soutien public aux seules entreprises de presse qui respectent la déontologie, qui engagent un nombre significatif de journalistes professionnels et qui adhèrent au Conseil de presse et à ses obligations déontologiques inhérentes.

Depuis sa fondation, le Conseil de presse fonctionne sur le mode de l'autorégulation tripartite. Les représentants du public, les journalistes et les entreprises de presse président à sa destinée, en élaborant son code de déontologie, et en jugeant des plaintes de la population. Ce principe fondamental est réaffirmé dans le rapport de M^{me} Payette, garantissant ainsi son entière et nécessaire indépendance à l'égard des pouvoirs publics.

Cela étant dit, la liberté de la presse dont jouissent les journalistes et les médias doit en contrepartie s'accompagner d'une responsabilisation à l'égard de la mission fondamentale dont ils sont investis. L'information n'est pas une marchandise comme les autres. C'est un bien public, en ce sens qu'elle permet aux citoyens de suivre les «affaires de la cité» et de porter un jugement éclairé sur les grands enjeux de société. Il nous apparaît donc absolument essentiel que tous les grands acteurs de l'industrie participent activement et pleinement au sein du seul tribunal d'honneur de la presse québécoise. Par conséquent, nous réitérons notre souhait de voir Quebecor Media regagner les rangs du Conseil.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7000
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

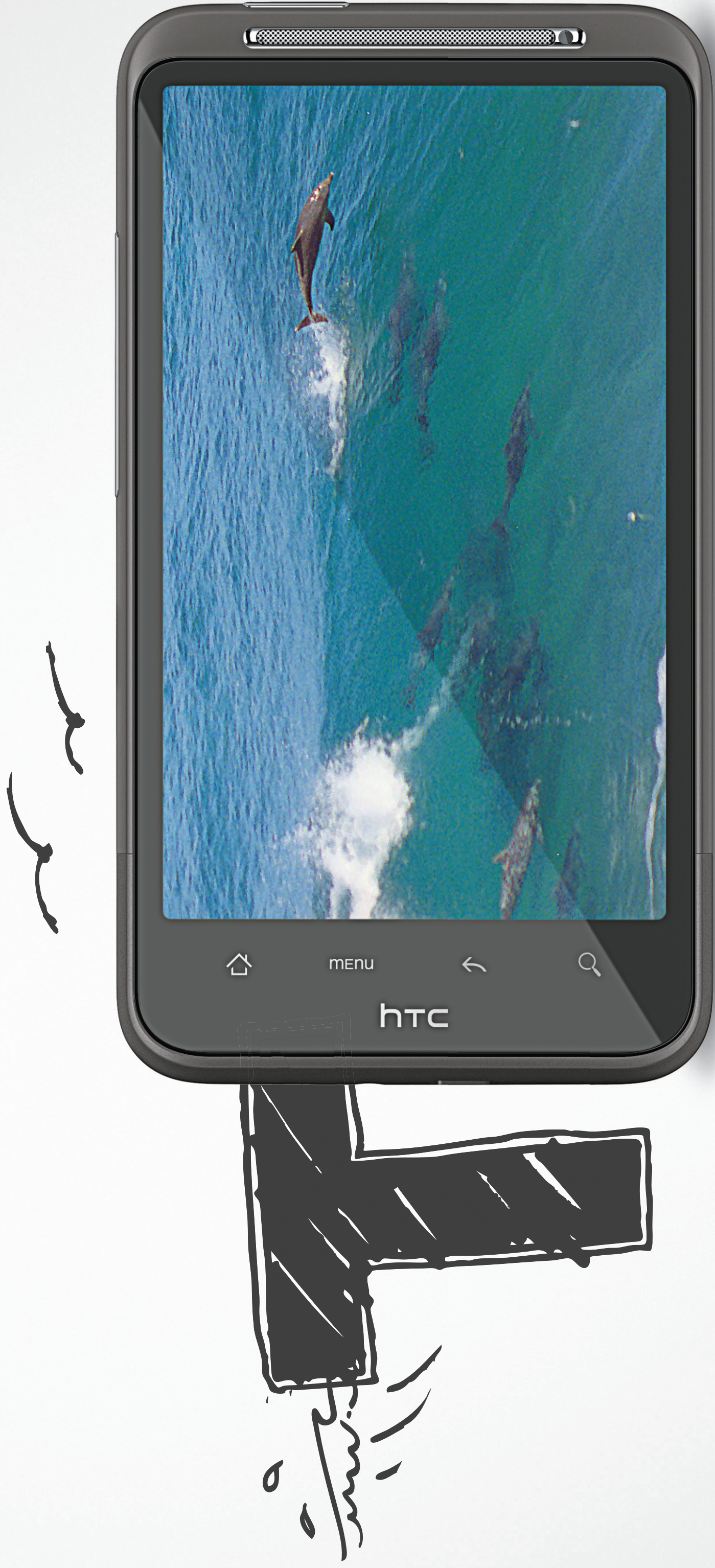
VOUS VOLEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0517-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Site dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 500, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.



tu veux un écran ridiculement grand qui te suit partout

Avec un immense **écran de 4,3 pouces**, ton divertissement te suit partout. Et grâce à l'**appareil photo de 8 mégapixels**, à l'**enregistrement HD** et au **retentissant son ambiophonique Dolby^{MP}**, tu peux immortaliser ton propre divertissement et le partager avec tout le monde. La vie est une aventure. Laisse ton divertissement te suivre.

HTC Desire^{MC} HD

Exclusif à
TELUS

htc
simplement génial^{MC}